2,70 € *Première édition.* Nº 13343 **MERCREDI 29 MAI 2024** www.liberation.fr

Libération

ÉTAT PALESTINIEN QUAND ?

■ L'Espagne, la Norvège et l'Irlande ont officiellement reconnu la Palestine. ■ En France, le sujet électrise l'Assemblée et divise la majorité. ■ A Rafah, les chars israéliens sont entrés dans le centre de la ville après les frappes meurtrières qui ont provoqué l'indignation internationale. PAGES 2-5

Lors de la manifestation de lundi soir à Paris, après la frappe à Rafah. PHOTO GEOFFROY VAN DER HASSELT. AFP





IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie **1,80 €**, Allemagne **3,20 €**, Andorre **3,20 €**, Belgique **2,70 €**, Canada **5,30 $**, DOM **3,20 €**, Espagne **3,20 €**, Etats-Unis **5,20 $**, Grande-Bretagne **2,90 £**, Grèce **3,20 €**, Italie **3,20 €**, Liban **7800 LBP**, Luxembourg **2,70 €**, Maroc **29 Dh**, Pays-Bas **3,20 €**, Portugal (continental) **3,60 €**, Suisse **3,60 FS**, Suisse alémanique **3,60 FS**, Tunisie **8,70 DT**, Zone CFA **2600 CFA**.

ÉDITORIAL

Par
DOV ALFON

Message fort

Après la reconnaissance par plusieurs pays européens d'un Etat palestinien mardi, le président de la République, Emmanuel Macron, a expliqué que la reconnaissance par la France devait intervenir *«à un moment utile»*. La question qui se pose immédiatement est: «utile» pour qui? L'armée israélienne a poursuivi mardi son assaut sur Rafah, quarante-huit heures après qu'une frappe aérienne y avait causé la mort d'au moins 45 réfugiés, dont de nombreux enfants. Si les circonstances exactes de cette tragédie ne sont pas encore claires, l'ordre de Benyamin Nétanyahou de lancer l'attaque contre Rafah, en riposte indirecte à un barrage de roquettes lancé samedi par le Hamas sur Tel-Aviv, en est forcément la cause directe. Mardi soir, comme pour le prouver, des informations faisaient état d'une autre frappe israélienne meurtrière non loin de là, faisant au moins 21 morts. Face à cette tragédie sans fin, plusieurs pays européens ont décidé de reconnaître un Etat palestinien, espérant envoyer en cela un message fort à Israël sur les dangers de son isolationnisme, et un message fort de soutien à l'Autorité palestinienne. L'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont sauté le pas mardi, tandis que le Danemark rétropédalait à la dernière minute, estimant que les *«préconditions ne sont pas remplies»*. Dans une interview à *Libération*, l'eurodéputé Bernard Guetta, numéro 2 de la liste de la majorité aux européennes, ne dit pas autre chose, estimant que pour accélérer une reprise des négociations menant à la coexistence de deux Etats, il serait souhaitable que la France reconnaisse la Palestine, mais *«pas demain matin»*. Quel matin, alors? Celui où cette reconnaissance *«ne serait pas perçue comme une sanction contre Israël»*, explique Guetta. *«Je ne ferai pas de reconnaissance d'émotion»*, a insisté mardi soir Emmanuel Macron. Des centaines de milliers d'Israéliens continuaient mardi de manifester contre Nétanyahou et son funeste gouvernement, désespérés eux aussi de l'impuissance mondiale à imposer une solution. En s'abstenant de proposer une alternative diplomatique crédible et de même envergure, la France fait surtout acte d'indifférence.



Des Palestiniens fuient Rafah mardi durant une attaque israélienne terrestre et aérienne.

GAZA
A Rafah, une tragédie infinie

Après la frappe meurtrière qui a fait au moins 45 morts dans la nuit de dimanche à lundi et indigné la communauté internationale, les bombardements israéliens se poursuivent dans la ville. Les civils continuent de fuir et l'aide humanitaire manque cruellement.

Par
LUC MATHIEU

Rien n'y fait, rien n'empêche le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, de poursuivre l'offensive sur Rafah, dans le sud de la bande de Gaza: ni l'insistance du secrétaire général de l'ONU, ni les déclarations d'indignation de plusieurs Etats occidentaux, dont la France et le Canada, ni l'imminence d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité, qui devait avoir lieu mardi après-midi à New York. Deux jours après une frappe qui a tué au moins 45 personnes, dont des enfants, réfugiés dans une zone censée être sûre, *«un incident tragique»*, selon Nétanyahou, l'armée israélienne a non seulement poursuivi mardi ses bombardements sur Rafah mais elle a aussi envoyé plusieurs de ses chars dans le centre-ville, d'après l'AFP et Reuters. Dès mardi matin, l'exode des Palestiniens qui s'étaient réfugiés dans la ville s'est poursuivi. Des photos montrent des hommes qui tirent des vélos surchargés, des vieilles femmes poussées dans des fauteuils roulants et des enfants qui transportent des ustensiles de cuisine. Ils fuient vers la plage et Al-Mawasi ou Dar al-Balah, plus au nord. Un camp de tentes surpeuplées s'étire désormais sur une dizaine de kilomètres le long de la mer. Ils fuient *«sans aucun endroit sûr où aller, sous les bombardements, sans eau ni nourriture, parmi des montagnes d'ordures»*, a déclaré l'Unrwa, l'agence de l'ONU chargée de l'aide aux réfugiés palestiniens, sur X. *Jour après jour, il devient presque impossible d'apporter assistance et protection.»* Entre le 6 mai, début de l'offensive sur Rafah, et le 26 mai, plus de 945 000 Palestiniens ont quitté la ville pour échapper aux frappes et aux combats, selon l'Unrwa. Environ 1,4 million de personnes s'entassaient auparavant dans la ville – une majorité s'y était réfugiée au fil des semaines après les attaques du Hamas du 7 octobre et le déclenchement de la guerre. Les conditions humanitaires étaient désastreuses mais Rafah était alors la seule ville d'importance de l'enclave à ne pas être bombardée.

Aucun médicament

L'attaque sur la ville s'est aussi traduite par la fermeture durant plusieurs semaines du seul poste-frontière non contrôlé par Israël. Seuls 53 camions d'aide humanitaire parviennent désormais à l'ONU en moyenne chaque jour, selon le bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies, alors qu'il en faudrait environ 600. L'approvisionnement en fuel, essentiel pour que les hôpitaux, les pompes à eau et les boulangeries puissent fonctionner, a été divisé par près de trois. Mardi soir, le Pentagone a confirmé que la jetée américaine construite sur les rives de Gaza était *«endommagée»* et, par conséquent, l'aide humanitaire *«suspendue»*. Le 24 mai, l'Unrwa a par ailleurs indiqué



PHOTO ABDEL KREEM HANA. AP

qu'elle n'avait reçu aucun matériel médical, ni aucun médicament depuis douze jours. Ses stocks d'antibiotiques pour enfants, de médicaments antiépileptiques et de vaccins étaient vides. Seuls 16 des 36 hôpitaux de l'enclave fonctionnent encore partiellement. Il n'en reste qu'un à Rafah. *«Si l'offensive se poursuit, nous le perdrons»*, a prévenu mardi l'Organisation mondiale de la santé. Le 15 mai, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) a ouvert un centre de *«stabilisation»*, qui prend en charge les blessés avant de les diriger vers des hôpitaux, dans le quartier Tall as Sultan de Rafah. C'est par là que 28 morts et plus de 180 blessés ont été enregistrés dimanche après la frappe israélienne qui a provoqué l'embrasement de tentes dans le camp de déplacés de Barkasat. *«Les patients que nous avons traités souffraient de blessures traumatiques et de brûlures»*, a réagi MSF sur X. *Il y avait parmi eux des femmes et des enfants. Une fois de plus, les civils paient le prix de cette guerre […]. Nous réitérons notre appel urgent pour un cessez-le-feu immédiat et durable.»*

Seuls 53 camions d'aide humanitaire parviennent à l'ONU en moyenne chaque jour, alors qu'il en faudrait environ 600.

Enquête en cours

Mardi, lors d'une intervention télévisée, le porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari, a affirmé qu'une enquête était toujours en cours pour déterminer comment l'incendie s'était déclaré. *«Dimanche soir, nous avons éliminé des cadres terroristes dans une frappe sur une enceinte de deux structures utilisées par le Hamas à Rafah*, a-t-il déclaré. *Elle a été menée sur la base de renseignements très précis qu'ils allaient se réunir dans une structure en particulier. Malheureusement, un feu a pris à proximité, prenant la vie des civils parmi lesquels ces commandants du Hamas se cachaient.»* Selon lui, deux missiles de 17 kilos, *«les plus légers dont nous disposons»*, ont été tirés sur une zone située *«à plus d'un kilomètre»* du camp. *«Le feu s'est déclaré dans une enceinte voisine. Nos munitions n'auraient pas créé un incendie de cette importance. Il y avait quelque chose d'autre. Nous n'excluons pas qu'il s'agissait d'armes […] Cela n'enlève rien au caractère tragique de cet incident.»*
La Défense civile de Gaza a affirmé qu'une autre frappe israélienne avait visé mardi un camp de déplacés à l'ouest de Rafah. Selon elle, 21 personnes ont été tuées. Un bilan confirmé par le ministère de la Santé, contrôlé par le Hamas, qui a aussi enregistré 64 blessés, dont 10 graves. ◆

Contre Nétanyahou, une mobilisation renouvelée mais freinée

Dans un pays de plus en plus isolé à l'international, la contestation libérale reprend mais sans appareil politique pour la soutenir.

Des centaines de véhicules ont ralenti la circulation sur les routes israéliennes mardi. Affublés de drapeaux israéliens et de fanions jaunes, couleur donnée à la cause des otages, ils ont demandé au gouvernement de *«rendre son mandat au peuple»*. Depuis la reprise parlementaire le 20 mai, le mouvement solidifié en 2023 contre la réforme judiciaire du gouvernement Nétanyahou a repris du service. Cela faisait déjà plusieurs mois qu'ils demandaient franchement des élections: les organisateurs promettent désormais de hausser le ton.
«Nous avons trois motivations principales», dit Ronen Koehler, ancien sous-marinier devenu entrepreneur, aujourd'hui cadre de Frères d'armes, association de réservistes contre la réforme judiciaire: *«D'abord, ramener les otages. Ensuite, le combat idéologique. Enfin, le fait que nous sommes en train de devenir un Etat paria, ce qui va mettre à mal notre économie et notre mode de vie.»* Financée par des capitaux de la high-tech israélienne, «Frères d'armes» est devenue un fournisseur de services essentiels aux Israéliens affectés par le conflit. Mais dans ses bureaux en open space à Herzliya, banlieue de Tel-Aviv et Silicon Valley israélienne, c'est de transition politique qu'on veut discuter.

Mélancolie. Avec 64 députés sur 120 au Parlement israélien, la coalition menée par Nétanyahou est actuellement inamovible. *«Ils n'ont pas l'intégrité morale d'accepter leurs responsabilités pour le 7 octobre et tout ce qu'il s'est passé depuis»*, regrette Ronen Koehler. Mais les organisateurs des manifestations, de plus en plus massives ces derniers jours, ne savent pas jusqu'où pousser la désobéissance civile. *«Cette mobilisation, c'est une façon de montrer qu'on n'est pas obligés d'aller brûler des pneus pour faire une différence»*, dit Ronen Koehler.
Malgré le rap qui sort à tue-tête du *sound system* calé sur le toit de la camionnette de tête, l'imagination se prendrait presque à donner à cette opération escargot des allures de convoi funéraire. *«Je vois beaucoup de tristesse, de mélancolie*, commente Avraham Burg, ancien président du Parlement israélien, militant maintes fois déçu du partenariat politique juif-arabe. *Je vois la frustration d'une partie de la population déjà dédiée à la cause. Mais où est la colère populaire?»*
Elle a pourtant de multiples raisons de se manifester. Chaque jour apporte ses moments d'effroi sur la déliquescence morale du pouvoir en place. Une enquête du *Guardian* et du magazine israélien *+972* a révélé mardi que le gouvernement Nétanyahou avait utilisé des techniques mafieuses pour intimider la Cour pénale internationale pendant près d'une décennie. Ce week-end, le magazine télévisé *HaMakor* a dévoilé l'incompétence et le caractère complotiste du cercle rapproché de Miri Regev, ancienne porte-parole de l'armée devenue ministre des Transports.
Jusqu'au faîte du pouvoir, on se convainc que les manifestants, la gauche, le reste du monde veulent la mort de l'Etat hébreu, et que tout moyen est bon pour sauvegarder son chef naturel. La politique se rend jusque dans Gaza, où Israël continue à se battre avec des troupes exténuées ou mal formées, au milieu d'un champ de ruines. Lundi, Yinon Magal, un éditorialiste de la chaîne 14 acquise à Nétanyahou, a tweeté un slogan contre «Frères d'armes» tagué dans Gaza. C'est aussi pauvre en nuance qu'efficace dans la chambre d'écho dans laquelle évolue la base du chef du Likoud.
«Le camp laïc et libéral s'est retiré des positions de responsabilité politique depuis la mort de Yitzhak Rabin, explique Avraham Burg. *La droite, à l'inverse, a intensifié sa présence politique. Elle n'a pas les masses, mais elle a les institutions.»* Les personnalités du centre et de la gauche sont loin de déchaîner les passions: au mieux, elles attirent le respect, par leur palmarès militaire par exemple, comme le général à la retraite Yaïr Golan, héros du 7 octobre, élu nouveau chef du Parti travailliste par une écrasante majorité mardi. *«Réactiver ces instincts politiques prend du temps. Il manque le vocabulaire et les structures pour canaliser les actions»*, ajoute Avraham Burg.
La contestation se focalise sur des échéances. Le 2 juin, la Cour suprême statuera sur une pétition déposée en août 2023 contre l'exemption de service militaire des étudiants en écoles talmoudiques, chère au partenaire ultra-orthodoxe du gouvernement. *«La Cour pourrait déterminer que le gouvernement est hors-la-loi. Il pourrait y avoir un tremblement de terre constitutionnel»*, dit Ronen Koehler. La coalition a adouci à l'égard de la branche judiciaire son ton d'ordinaire si caustique: les juges sont le dernier rempart des décideurs israéliens contre les poursuites internationales, aujourd'hui dangereusement probables.

«Coexistence». La contestation appelle à un accord avec le Hamas pour ramener les otages, mais pas nettement à la fin de la guerre. Et on ne veut pas vraiment parler de la Palestine. *«Tout le monde sait qu'Israël ne peut pas exister en tant que démocratie sans arriver à une coexistence avec les Palestiniens*, balaie de la main Ronen Koehler, *mais ce n'est pas encore le moment d'en parler. D'abord, nous devons écrire une nouvelle histoire d'Israël, basée sur ce qui nous rassemble.»*
Avraham Burg a pour sa part accueilli avec enthousiasme la reconnaissance de la Palestine par plusieurs Etats européens. Il avait signé avec d'autres une lettre ouverte aux ministres des Affaires étrangères européens, publiée par *Libération*. *«Le message de la frange radicale que je représente, celle d'une égalité réelle entre Juifs et Arabes, est encore plus difficile à entendre aujourd'hui*, soupire-t-il, *mais petit à petit, la cause palestinienne s'immisce à nouveau dans une psyché israélienne qui avait appris à ne plus la voir.»*

NICOLAS ROUGER
Correspondant à Tel-Aviv

Reconnaissance de la Palestine: Madrid, Dublin et Oslo espèrent peser

En reconnaissant simultanément un Etat palestinien mardi, les trois pays cherchent à entraîner d'autres capitales européennes à leur suite.

Leurs noms sont venus s'ajouter à une liste de pays qui en comptait déjà plus de 140, avec l'espoir d'enfin faire bouger les choses. Ce mardi, l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont simultanément reconnu l'Etat de Palestine. Cette décision est *«une nécessité pour parvenir à la paix»* entre Israéliens et Palestiniens, a déclaré Pedro Sánchez, le Premier ministre espagnol. Le but est de *«maintenir l'espoir en vie»*, a renchéri Simon Harris, son homologue irlandais : *«Une solution à deux Etats est la seule manière pour Israël et la Palestine de vivre côte à côte en paix et en sécurité.»* De son côté, le chef de la diplomatie norvégienne, Espen Barth Eide, a jugé *«regrettable que le gouvernement israélien ne montre aucun signe d'engagement constructif»*.

Coordonnée avec soin pour lui donner plus de poids, la reconnaissance d'un Etat palestinien est aussi une tentative de faire pression sur Israël, alors que l'offensive sur Rafah se fait de plus en plus sanglante. Le gouvernement israélien y a répondu avec colère, en accusant Pedro Sánchez de se rendre *«complice des appels au génocide du peuple juif»*. Dans un tweet, Israël Katz, le ministre des Affaires étrangères, a mis sur le même plan Ali Khamenei, le Guide suprême iranien, Yahya Sinwar, le chef du Hamas à Gaza, et Yolanda Diaz, la vice-Première ministre espagnole, qui seraient unis dans leur volonté *«d'établir un Etat terroriste islamique palestinien»*. Quelques jours plus tôt, il avait déjà publié une vidéo mêlant flamenco et images des massacres du 7 Octobre, titrée *«le Hamas remercie l'Espagne»*.

«Voie viable». *«Le gouvernement israélien de droite dure, qui s'oppose fermement à une solution à deux Etats, rejettera bien sûr une telle initiative diplomatique, en estimant qu'elle reviendrait à céder face au Hamas»*, prédisait le spécialiste de la région Hugh Lovatt, dans une analyse pour le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) publiée au début de l'année. Avant d'ajouter : *«Mais c'est précisément à cause de la montée de la violence israélo-palestinienne qu'une initiative concrète et très médiatisée est nécessaire pour démontrer aux Palestiniens qu'il existe une voie politique viable.»*

L'annonce commune faite ce mardi est importante de ce point de vue. Pedro Sánchez a insisté sur le fait que l'Espagne reconnaissait un Etat palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, condamnant de facto le mouvement de colonisation qui morcelle, année après année, les territoires palestiniens. D'autre part, si 142 pays reconnaissaient déjà l'existence d'un Etat palestinien avant l'annonce irlando-hispano-norvégienne, on compte peu d'Etats européens dans la liste. Seuls neuf membres de l'Union européenne avaient reconnu la Palestine avant aujourd'hui, en majorité des pays de l'ancien bloc de l'Est, qui ont adopté depuis une politique nettement plus pro-israélienne.

Avec leur annonce conjointe, Madrid, Dublin et Oslo voudraient initier un nouveau mouvement. Leur exemple pourrait convaincre d'autres Etats historiquement favorables au peuple palestinien de leur emboîter le pas. La Slovénie, Etat relativement jeune, marqué par l'héritage yougoslave de soutien à la Palestine, a lancé le 9 mai les procédures de reconnaissance de la souveraineté palestinienne. Sa décision pourrait être officialisée en juin. Il sera toutefois difficile d'aller beaucoup plus loin dans une Europe désunie face à la guerre à Gaza. La République tchèque, qui fait partie des pays les plus fidèles à Israël, a récemment fait savoir par la voix de son Premier ministre, Petr Fiala, que la reconnaissance d'un Etat de Palestine n'avait *«aucun sens»*, tant que ses représentants et son territoire ne seraient pas clairement identifiés. Ce mardi, le Parlement danois a également rejeté une proposition, déposée par plusieurs partis de gauche, de reconnaître un Etat de Palestine.

Pression. La poursuite des attaques sur Rafah et les bombardements d'un camp de réfugiés, malgré l'injonction de la Cour internationale de justice (CIJ) de cesser immédiatement l'offensive, poussent tout de même les Etats européens à envisager le recours à de nouveaux moyens de pression sur Israël. *«Pour la première fois lors d'une réunion* [des ministres des Affaires étrangères, ndlr] *de l'UE, j'ai assisté à une discussion significative sur des sanctions [contre Israël]»*, a relevé lundi Micheál Martin, le ministre des Affaires étrangères irlandais. Si un écart certain demeure entre *«des individus qui expriment clairement la nécessité d'adopter une approche fondée sur des sanctions, si Israël ne se conforme pas à la décision de la CIJ»*, et *«un accord lors d'une réunion du Conseil»*, l'UE semble pourtant petit à petit avancer en ce sens.

NELLY DIDELOT



«Une décision nécessaire pour accélérer la reprise des négociations»

Pour Bernard Guetta, numéro 2 sur la liste Renaissance pour les européennes, Paris doit œuvrer à la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Sa voix de velours a accompagné chaque matin pendant vingt-sept ans les auditeurs de France Inter, où Bernard Guetta distillait ses analyses géopolitiques. Elu député européen en 2019, candidat à sa réélection au scrutin du 9 juin, l'ancien journaliste plaide pour que le Parlement européen joue un rôle plus important dans l'élaboration d'un processus de paix.

Après l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, la France doit-elle reconnaître à son tour l'Etat de Palestine ?

Il le faut, absolument, pour accélérer une reprise des négociations menant à la coexistence de deux Etats, c'est-à-dire à la seule solution de cet éternel conflit qui ne doit plus durer. Il faut le faire sans même attendre la définition des frontières à venir et des garanties de sécurité à donner aux deux parties. Mais cela ne signifie pour autant pas qu'il faille le faire demain matin. Il serait souhaitable que la France reconnaisse la Palestine avec d'autres pays européens et qu'il soit clair qu'il ne s'agit pas de sanctionner Israël pour les bombardements sur Gaza et l'offensive contre Rafah, mais de mettre fin aux souffrances de ces deux peuples et de préserver la stabilité de la région et de tout le bassin méditerranéen.

Valérie Hayer, tête de liste Renew, estime que *«les conditions [d'une telle reconnaissance] ne sont pas réunies»*, tout en rappelant sa volonté d'arriver *«à une solution à deux Etats»*. De vos deux points de vue, lequel représente la position officielle française ?

Outre que la majorité présidentielle n'est pas le Parti communiste chinois, il n'y a pas de différence entre ce que Valérie Hayer dit et ce que je viens de vous dire. Elle, comme moi, comme toutes les capitales européennes, comme les Etats-Unis et comme tous les pays de la Ligue arabe, nous sommes favorables à la solution à deux Etats. A part à Téhéran, il y a unanimité sur ce point et il faut maintenant imposer une reprise des négociations aussi bien aux Israéliens qu'aux Palestiniens, car ces deux peuples sont aujourd'hui incapables de refaire ce qu'ils avaient réussi à Oslo. Il y a pour cela trop de ressentiment, de douleur, de méfiance et même de haine accumulés des deux côtés. Quand je parle avec mes amis palestiniens et israéliens, tous me le disent sans exception: "Agissez, imposez-nous la paix, car nous n'y arriverons jamais seuls." Aujourd'hui, l'Union européenne serait la mieux placée pour s'y atteler. Nous, Européens, ne pouvons pas laisser se développer à nos portes un conflit qui menace d'embraser tout le Proche-Orient et de très vite nous déstabiliser. L'UE peut inciter à la reprise des négociations de paix, car elle a des moyens de pression sur les Israéliens et sur les Palestiniens: nous avons un accord de coopération avec Israël, essentiel à son économie, et c'est nous qui assurons la paie des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne.


DR

INTERVIEW

Y a-t-il eu, parmi vos colistiers, des débats sur cette reconnaissance ?

Dans la préparation de cette campagne, nous avons surtout débattu de notre programme pour l'Europe, de son évolution, de l'affirmation de sa défense et de sa diplomatie communes, du développement de politiques industrielles européennes – en un mot, de notre volonté de faire de l'Union ce *«véritable acteur géopolitique»* que la France, l'Allemagne et la Pologne ont appelé de leurs vœux le 22 mai. Deux pays qui étaient avant tout atlantistes, et le troisième qui plaidait solitairement depuis si longtemps pour une défense commune, ont appelé ensemble au développement d'une industrie paneuropéenne d'armement sur laquelle fonder l'affirmation d'un *«pilier européen»* de l'Alliance atlantique. L'Union n'est déjà plus celle de la fin du XXe siècle, et c'est aussi pour cela qu'elle doit prendre ses responsabilités au Proche-Orient. Elle est entrée dans le troisième moment de son histoire : la création d'une union



Lors d'une manifestation lundi à Paris. PHOTO MERLIN FERRET

En France, la macronie divisée, la gauche soudée

Si le chef de l'Etat et son camp n'écartent pas une solution à deux Etats, celle-ci reste remise à plus tard. La gauche, elle, unanime, défend la reconnaissance d'un Etat palestinien.

A l'Assemblée nationale mardi, le drapeau palestinien surgit soudain au-dessus de la tête du député LFI Sébastien Delogu. Sa voix couverte par le brouhaha, la présidente Yaël Braun-Pivet s'époumone: la séance est suspendue et le bureau de l'Assemblée convoqué pour sanctionner l'insoumis, qui écopera de quinze jours de suspension.

Quelques minutes plus tôt, interpellé par la cheffe des députés écologistes, Cyrielle Chatelain, au lendemain de la frappe israélienne sur un camp de Rafah, Gabriel Attal a rappelé l'appel élyséen à un cessez-le-feu et sermonné ceux qui le réclament *«sans rappeler que nous avons des otages»* enlevés par le Hamas. Combine pour occulter la question qui lui était posée: à l'heure où l'Irlande, l'Espagne et la Norvège reconnaissent l'Etat de Palestine, la France est-elle prête à leur emboîter le pas? *«A priori, c'est non, mais vous ne l'assumez pas»*, rétorque Cyrielle Chatelain.

En macronie, une ligne flottante

L'esquive du Premier ministre illustre l'ambiguïté de la majorité. La fameuse «solution à deux Etats»? Oui, mais comme un horizon lointain, sans cesse repoussé. Elle n'est *«pas un tabou»*, avait assuré Emmanuel Macron en février; elle doit intervenir à un *«moment utile»*, pas sous le coup de *«l'émotion»*, a-t-il renchéri mardi depuis l'Allemagne. L'actuel locataire du Quai d'Orsay, Stéphane Séjourné, renvoie lui aussi la décision *«au bon moment»* pour *«être utile dans une stratégie globale»*. Bien vague. Interrogée lundi soir, sur BFM TV, lors du débat sur les européennes, Valérie Hayer (Renew) a elle aussi épousé cette *«position historique de la France»*… tout en estimant que *«des conditions ne sont pas réunies aujourd'hui»*: *«Le Hamas, organisation terroriste armée, se réjouirait de l'appel à la création d'un Etat de Palestine.»*

Voyant leur concurrente en difficulté, les autres têtes de liste ont raillé les dissensions des macronistes: *«Il y a des gens qui ont des problèmes avec leur propre liste!»*; *«Elle veut passer un coup de fil à un ami?»*; *«Il faudrait organiser un débat à l'intérieur de la majorité.»* En effet, lundi sur Sud Radio, le numéro 2 de la liste Renew, Bernard Guetta *(lire ci-dessous)*, avait soutenu la reconnaissance, *«par avance»* et *«dans le principe»*, d'un Etat palestinien, y voyant *«un facteur d'accélération d'une reprise des négociations»*.

«A dix jours du scrutin, on ne peut pas avoir une position individuelle sur un tel sujet, cela met Valérie en fragilité», déplore un ministre. Mais Guetta n'est pas le seul à défendre cette position. La semaine dernière, dans un entretien au *Parisien*, l'ex-ministre des Affaires étrangères et président du comité de soutien à la liste Hayer, Jean-Yves Le Drian, jugeait *«à titre personnel, que cette reconnaissance est devenue indispensable»*.

A gauche, un soutien constant

A gauche, désunis en vue des européennes, les partis ne le sont pas pour reconnaître l'Etat palestinien. Sur X, lundi, la cheffe des écologistes, Marine Tondelier, a exhorté la France et l'UE à *«opérer une rupture en urgence dans leur action diplomatique»* par la *«reconnaissance de la Palestine»*. La veille, l'insoumis Jean-Luc Mélenchon avait rédigé un appel pour user de *«toutes les pressions* […] *pour faire cesser cette abomination»*, dont la *«reconnaissance de l'Etat de Palestine»*. Reste que des divergences existent: la candidate LFI Rima Hassan, par exemple, préfère l'idée d'un Etat binational à une solution à deux Etats.

De son côté, la tête de liste PS-Place publique, Raphaël Glucksmann, dans une récente tribune à *Libération*, a présenté la reconnaissance d'un Etat palestinien comme *«un droit inaliénable»* qui *«doit être la base des négociations et non plus leur conclusion»*.

Droite et RN sur la réserve

A droite, le président et député des Républicains, Eric Ciotti, a récemment affirmé sur X pour justifier son opposition à la création d'un groupe parlementaire d'amitié France-Palestine: *«La Palestine n'est pas un Etat!»* Plus nuancée, la tête de liste LR aux européennes, François-Xavier Bellamy, a approuvé lundi sur BFM TV une solution à deux Etats, mais l'a repoussée au motif que *«reconnaître* [aujourd'hui] *la Palestine, ce serait donner raison»* au Hamas.

Du côté du RN, la ligne flotte aussi. *«J'ai toujours défendu l'existence de deux Etats»*, déclarait Marine Le Pen en octobre. Mais le président du parti, Jordan Bardella, estime que reconnaître un Etat palestinien reviendrait, *«en l'état actuel des choses»*, à *«légitimer le Hamas»*.

LAURE EQUY *et* **BENJAMIN MOISSET**

---

politique, après le marché commun et la monnaie unique.

Votre position vous a-t-elle été reprochée parmi les élus macronistes?

Non, pas du tout et pourquoi aurait-ce été le cas? Beaucoup de personnes de la majorité présidentielle, mais aussi de gauche ou de droite, m'ont au contraire chaleureusement félicité.

Que peut la diplomatie européenne pour stopper cette guerre qui semble sans fin?

Le Parlement européen a été profondément divisé au lendemain du 7 octobre par la question du cessez-le-feu. Les passions étaient alors très vives mais, depuis, l'idée que le Parlement doive jouer un rôle dans la relance des négociations de paix a beaucoup progressé. Nous avons été plusieurs, de différents groupes politiques, à jouer un rôle dans cette évolution et nous avons des idées pour continuer à le faire si nous sommes réélus.

Faut-il assortir des conditions à cette reconnaissance, comme la libération des otages encore retenus à Gaza?

Il faut beaucoup de conditions à la paix: la libération des otages israéliens enlevés par le Hamas, l'arrêt des bombardements sur Gaza, un accès totalement libre à l'aide humanitaire. Il ne faut en revanche mettre aucune condition à une relance des négociations de paix par les deux parties.

La frappe de Tsahal qui a tué 45 personnes à Rafah, en réponse à un tir de roquettes du Hamas, a provoqué une vive émotion. Les manifestations lundi et mardi à Tel-Aviv et Jérusalem, dénonçant ce massacre, constituent-elles les prémices d'un réveil de la société israélienne?

Elles sont un nouveau signe de ce réveil. La population israélienne avait été totalement tétanisée – et on le comprend – par les massacres du 7 octobre, mais depuis quelque deux mois, on assiste à une reprise de mouvements de protestation et à des mobilisations contre la politique insensée menée par Benyamin Nétanyahou. Cet homme est en train de porter un coup épouvantable à l'image d'Israël et de plus en plus d'Israéliens le comprennent. Il ne mérite que la plus absolue des condamnations pour le mal qu'il aura fait tant aux Palestiniens qu'à son propre peuple.

Des tanks israéliens sont entrés mardi dans le centre de Rafah. Cela peut-il constituer un point de bascule?

Ce n'est pas encore clair, mais la certitude est que le Hamas continue de jouer avec la vie des Gazaouis pour enfermer le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, dans un jeu mortifère. Ce sont les bombes israéliennes qui tuent les Gazaouis, mais c'est la volonté du Hamas de ne pas libérer les otages, et de ne faire aucune concession, qui est tout aussi responsable du sort tragique de la population de Gaza.

Recueilli par **CAMILLE NEVEUX**



En Espagne, Pedro Sánchez reconnaît la Palestine. La décision du chef du gouvernement socialiste entre dans le cadre d'un renforcement du rôle de Madrid au sein de l'UE. A lire sur notre site.

MEXIQUE
Claudia Sheinbaum, au fil d'Amlo

L'ancienne maire de Mexico, 61 ans, est la grande favorite de la présidentielle de dimanche. Sauf immense surprise, cette scientifique sera chargée de poursuivre la politique de transformation sociale du président Andrés Manuel López Obrador.

Par
DAVID SIQUEIROS
Correspondant au Mexique

Et puis la campagne a commencé. Alors le timbre de la candidate s'est fait plus grave et son accent plus populaire. Elle a ainsi adopté la stature présidentielle propre au sortant Andrés Manuel López Obrador, dit Amlo, mais a perdu son image de maire spontanée, moderne et solaire. Claudia Sheinbaum devrait devenir la première présidente du Mexique au terme des élections fédérales de dimanche. Cette multidiplômée, maire de gauche d'une des plus grandes capitales du monde, devra gérer un pays de 129 millions d'habitants rongé par la violence des cartels et la corruption. Un symbole fort dans un territoire déchiré par un machisme létal.
Samedi, à Cuernavaca, à deux heures au sud de Mexico, elle a réaffirmé son allégeance à son mentor aux 60% d'opinions favorables, alors que se joue le sprint final d'une campagne marquée par son duel avec une autre femme, la candidate de droite Xóchitl Gálvez, qui cumule 20 points de retard dans les sondages. *«On va poursuivre le travail du président Andrés Manuel López Obrador, il n'y aura pas de régression ni de retour vers le passé, nous allons continuer la transformation»*, déroulait-elle avec confiance, avant de marteler le début du slogan de campagne d'Amlo en 2018: *«Pour le bien de tous…» «Les pauvres d'abord!»* reprend la foule conquise dans la chaleur tropicale. Née à Mexico le 24 juin 1962 de parents engagés et profs de sciences à l'Université nationale autonome de Mexico (Unam), plus grande fac d'Amérique latine, Sheinbaum est une tête. *«Claudia vient d'une famille qui a fait 68* [contestation étudiante très durement réprimée lors du massacre de Tlatelolco, ndlr]. *Elle a milité pour les droits des étudiants à l'Unam. C'est une intellectuelle mais une femme simple»*, explique Rosaura Ruiz, amie d'enfance et membre de son équipe. En 1995, elle devient la première femme mexicaine à débuter une thèse en ingénierie énergétique. Elle en réalisera une partie à la prestigieuse université californienne de Berkeley. En 2007, elle rejoint le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) de l'ONU, qui sera récompensé du prix Nobel de la paix la même année. *«Claudia sera la plus diplômée, la plus préparée de tous nos présidents!»* se targue Renata Turrent, coordinatrice de communication de sa campagne.

«ALERTE DE GENRE»

Son activisme et son profil scientifique l'avaient déjà menée au secrétariat à l'Environnement de la mairie de Mexico en 2000. Le maire à cette époque? Un certain Amlo, qui ruminait déjà ses velléités présidentielles. Porte-parole de celui qu'on surnomme «Peje» *(«le poisson»)* lors de l'élection perdue d'un fil face à la droite en 2006, elle se lie vite au futur président, qui l'emportera douze ans plus tard. En 2015, elle laisse définitivement tomber la blouse blanche et devient maire de l'arrondissement de Tlalpan, puis de Mexico en 2018. Elle y déclare *«l'alerte de genre»* pour lutter contre les féminicides, crée des espaces verts et des téléphériques pour désenclaver la banlieue, et parvient à réduire la délinquance. Son mandat est marqué par le tragique accident du métro en 2021 (27 morts). Durant la pandémie, elle apparaît comme la plus à même de poursuivre la transformation sociale du Mexique, symbolisée par les programmes sociaux du Président. *«Quand la pauvreté et les inégalités diminuent, le Mexique va mieux*, a-t-elle scandé à Cuernavaca, samedi. *Ce n'est pas que de la justice, que de l'humanisme, cela donne aussi des résultats!»*
Le hic? Sheinbaum l'«intello bobo» ne vient pas du «peuple», comme Amlo le tropical. *«Elle est cultivée, elle a fait de la danse, de la guitare… On dit qu'elle est froide, mais c'est faux!»* tance Rosaura Ruiz, secrétaire à l'Education de l'ancienne maire. Commence alors un minutieux travail du Mouvement de régénération nationale (Morena), le parti fondé par Obrador dont elle est membre, afin de populariser la favorite du chef de l'Etat, trop urbaine jusque-là: son profil fin à la queue-de-cheval, reconnaissable entre mille, est exhibé de la banlieue à la ruralité. *«Elle ne connaissait pas autant le peuple qu'Amlo, mais elle a parcouru des kilomètres pour mieux comprendre les Mexicains»*, assure Ruiz, pressentie pour être ministre. Ses affiches la montrent enlaçant son mentor, dont elle tente même d'imiter le ton populaire, parfois populiste.
«La politique mexicaine tourne autour de la personnalité d'Amlo, analyse Jorge Carrasco, directeur de l'hebdomadaire *Proceso. Sheinbaum agit comme lui pour séduire sa base électorale. Son grand défi sera de construire son propre discours. Et attention: elle se fâche vite. Elle est aussi autoritaire qu'Amlo. On espère qu'elle fera preuve de plus d'ouverture.» «Lui, c'est un animal politique, l'un des meilleurs du continent*, loue Renata Turrent. *Mais Claudia est une meilleure fonctionnaire. Elle est plus technique, ce qui manque au chef de l'Etat.»* «La Doctora» fait d'ailleurs partie de cette première génération de politiciens à ne pas émaner du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), longtemps parti unique qui a vu se succéder tous les dirigeants mexicains du XXe siècle, sorte de *«dictature parfaite»* selon un qualificatif attribué par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa.

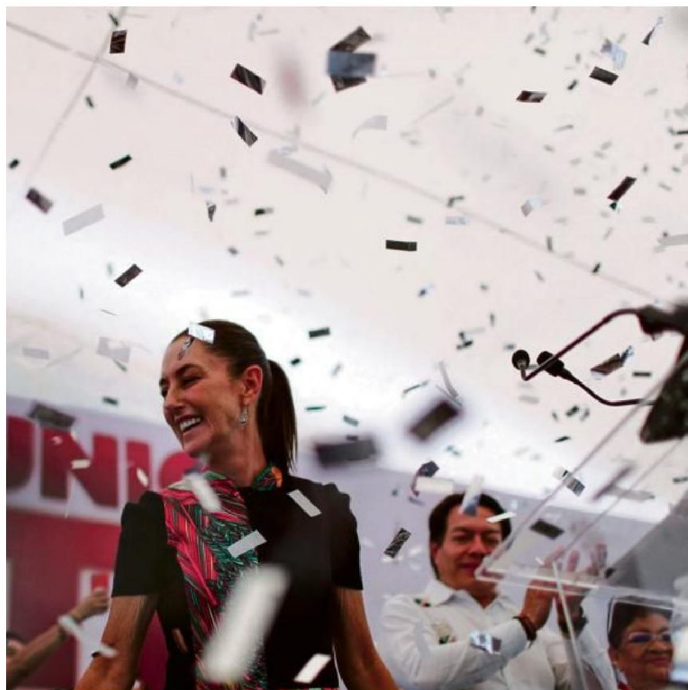
VIOLENCE DES CARTELS

Elle est attendue à la fois sur les sujets verts et progressistes: les écolos comptent sur son expérience au Giec pour la lutte en faveur de l'environnement (délaissée par Amlo) et les féministes espèrent que l'avortement, dépénalisé depuis un an, deviendra enfin légal. S'il y a cinq millions de pauvres en moins grâce aux aides sociales d'Amlo, elle peine à proposer un plan de lutte contre la violence des cartels qui fait 35 000 morts par an. Des inconnues demeurent: comment gouverner avec le crime organisé et une classe politique si corrompue? Comment rétablir un système de santé défaillant? Comment collaborer avec Donald Trump s'il est élu à la tête des Etats-Unis en novembre? *«Claudia s'est entourée d'un groupe de spécialistes non issus de la politique pour mener son plan de gouvernance, elle est ultra préparée»*, assure Turrent.
A droite, Xóchitl Gálvez aura porté comme une croix l'alliance bancale passée entre les conservateurs classistes du Parti action nationale (PAN) et les dinosaures du PRI, minés par des décennies de corruption. De quoi porter un peu plus la campagne «obradoriste» d'une Claudia Sheinbaum qui promet de poser un *«deuxième étage»* sur la transformation sociale portée par l'actuel président. Les citoyens espèrent retrouver en elle la femme simple et disponible qui siégeait à la mairie de Mexico située sur la place centrale du Zocalo. Mais cette fois, c'est sur le trottoir voisin qu'elle devrait exercer. Au Palais présidentiel.


Claudia Sheinbaum en meeting à



Lors d'un discours du président



Mexico, le 16 mai. PHOTO RAQUEL CUNHA. REUTERS



sortant, Andrés Manuel López Obrador, en mars 2023. PHOTO FRED RAMOS. BLOOMBERG. GETTY IMAGES

Dans la sierra, «le Président a tenu ses engagements»

Andrés Manuel López Obrador demeure très populaire dans le Mexique rural et indigène, grâce à sa politique sociale et de désenclavement. Son héritière part ultra favorite pour ce week-end.

Un lacet blanc serpente dans le paysage tropical et grimpe entre les cols verts de la sierra Madre orientale, en direction de San Nicolás. *«Maintenant, on peut aller chez le médecin de l'autre côté de la vallée»*, sourit Yesika, une mère de famille. Ce hameau de 1500 habitants du peuple otomi, issu de la municipalité de Tenango de Doria, dans l'Etat d'Hidalgo (au nord de Mexico), ne serait pas le même sans l'un de ces plus de 400 «chemins artisanaux» financés par le gouvernement. Des petites routes de ciment pensées pour désenclaver les communautés reculées, et qui portent le sceau d'un homme: le président mexicain Andrés Manuel López Obrador, ou Amlo. *«Il était venu superviser le chantier sans prévenir,* se souvient Sergio, un habitant. *Tu ne t'attends pas à voir Andrés Manuel débarquer sans sécurité comme un Mexicain lambda! J'ai même pu le saluer!»*

A San Nicolás et partout au Mexique, les affiches électorales tapissent les murs en vue du scrutin fédéral de dimanche. Ici, le visage de l'opposante de droite Xóchitl Gálvez est absent; seule une aspirante locale du Parti d'action nationale (conservateur) est visible au milieu des affiches de candidats régionaux de Morena – le parti d'Amlo – souriants au côté de la dauphine du chef de l'Etat, Claudia Sheinbaum, qui devrait l'emporter facilement dimanche. C'est dans ce Mexique longtemps marginalisé qu'Amlo a pavé sa «quatrième transformation»: pensions de vieillesse, bourses étudiantes, aides agricoles, au logement, etc. Avec 60% d'approbation, il est le chef d'Etat le plus aimé de l'histoire récente du Mexique. *«Avant, le pouvoir nous avait oubliés,* assure Hilda, une militante. *Amlo, lui, a tenu ses engagements, c'est un homme bon.»*

Salutaires. La vie est simple, parfois dure, dans la Sierra. Sur la place du bourg, des hommes discutent sur un banc. Devant chez elles, des femmes cousent des vêtements aux motifs otomis. Le camion Coca-Cola complète le décor. Des enfants jouent au basket sur le terrain de l'école primaire floquée du logo «L'école est à nous», une autre initiative du gouvernement. *«On a pu faire rénover le terrain et le toit de l'établissement grâce à une aide de 250000 pesos,* se réjouit Yesika, soit plus de 13000 euros salutaires. *Avant, ces aides n'arrivaient pas dans les communautés. Avec Amlo, on est pris en compte maintenant, on est moins exclus en tant que peuple indigène. On roule à fond pour Claudia!»* Aucun doute: Morena va faire un tabac dans la ruralité mexicaine.

A Tenango de Doria, plus de 15000 habitants, les 77 ans de don Chico ne l'empêchent pas de grimper sur son toit pour aller chercher des pêches de l'arbre qui a poussé au-dessus de ses tuiles. Sa femme, doña Magdalena, 73 ans, a accroché sur la clôture une affiche de Sheinbaum le poing levé: *«Que la transformation continue!»* dit le slogan. Tantôt maçons tantôt agriculteurs à labourer la terre, ils touchent chacun 3000 pesos par mois (165 euros), une pension de vieillesse salvatrice pour les plus de 65 ans dont un tiers travaille encore. *«Amlo a tenu ses promesses! Ces aides, ça nous soulage»*, sourit don Chico. Sheinbaum a d'ailleurs promis que les femmes pourront bénéficier de cette pension dès 60 ans.

«Carences». Le Mexique est passé de 51,9 à 46,8 millions de pauvres pour 129 millions d'habitants, selon l'organe indépendant de la Commission nationale d'évaluation de la politique du développement social (Coneval). La hausse du salaire minimum, multiplié par 2,8 au cours du mandat, y est aussi pour beaucoup, selon l'institut. Si la gestion de la pandémie et l'insécurité ont été deux boulets lors de sa présidence, Amlo est en train de réussir son pari. *«Mais 50% de la population connaît des carences d'accès à la sécurité sociale et le système de santé s'est effondré»*, tempère José Nabor, le secrétaire exécutif de la Coneval. Un défi pour la prochaine présidente.



A droite, l'ancien chef de l'Etat Vicente Fox (2000-2006) qualifiait l'an passé ces bénéficiaires de *«branleurs»*, arguant qu'il fallait *«mettre fin aux programmes sociaux. Au boulot!»* Lâchée dans les sondages, Xóchitl Gálvez promet de les maintenir. *«Mais même ici dans l'Hidalgo, son fief, personne ne s'identifie à elle»*, souffle Erick Mendoza, le maire de Tenango. Elle avait pourtant été choisie par la droite pour ses origines modestes et son prénom indigène. *«Il semble bien qu'on part pour six ans de plus!»* rigole-t-il. Sur un mur, une peinture délavée montre la caricature joviale du «Peje», pour poisson, autre surnom du président. Sous-titrée *«Amlo-2018»*, elle est datée de la dernière campagne. En six ans, le propriétaire n'a pas jugé bon de repeindre sa façade. Même après son départ, nul doute que son visage restera longtemps gravé dans le Mexique populaire.

D.S. *(au Mexique)*

Plein-emploi Des réformes coûteuses aux conséquences douteuses

Répétant à l'envi la promesse d'un taux de chômage à 5%, le gouvernement voit dans le dynamisme de l'emploi une preuve de l'efficacité de sa politique. Mais le bilan s'avère plus contrasté.



Le Premier ministre, Gabriel Attal, jeudi lors du débat télévisé sur France 2. PHOTO DENIS ALLARD

Par
FRANTZ DURUPT
et **ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER**

Cette fois, Emmanuel Macron ne donne même plus de date. Un jour peut-être, la France atteindra le «plein-emploi», soit un taux de chômage autour de 5% de la population active. Il avait d'abord annoncé ce jour pour 2025, puis pour 2027. Désormais, le chef de l'Etat *«pense que l'on y arrivera dans les prochaines années»*, comme il l'a dit dans un récent entretien à *l'Express*.

Pendant que la promesse présidentielle s'éloigne, le gouvernement continue de l'invoquer pour justifier ses réformes sociales. Toute la politique en la matière, menée souvent contre le corps social comme la réforme des retraites de 2023, expliquerait l'amélioration du marché de l'emploi. C'est encore ainsi que le Premier ministre, Gabriel Attal, justifie sa décision de sabrer une nouvelle fois les droits des privés d'emploi, comme il l'a dit à *la Tribune dimanche* : *«Si nous ne réformons pas l'assurance chômage aujourd'hui, nous risquons de caler sur la route du plein-emploi.»*

La situation de l'emploi n'est certes pas aussi dégradée que l'activité économique aurait pu le laisser penser. Les économistes restent surpris à chaque nouvelle publication de données, souvent meilleures qu'anticipé, même si des signes de fléchissement affleurent. Le rythme des créations d'emploi ralentit, mais il y en a encore eu 50 500 dans le privé (en net) au premier trimestre, selon l'estimation provisoire de l'Insee. Si le taux de chômage n'a jamais atteint les niveaux plus bas observés par exemple en Allemagne, où il est proche des 3%, il ne progresse pas brutalement. Au premier trimestre, il concerne 7,5% de la population active, 0,4 point au-dessus de la même période l'an dernier, contre 9,3% au premier trimestre 2017. Au dernier pointage de France Travail, on comptait 2,98 millions de demandeurs d'emploi en catégorie A (sans aucun emploi), contre 3,74 en avril 2017. Le taux d'emploi des 15-64 ans continue de battre des records historiques, à 68,8% au premier trimestre. Les difficultés de recrutement, déclarées par les employeurs, elles, se tassent, même si elles n'ont pas disparu.

L'exécutif peut-il pour autant se targuer d'être le seul responsable, avec ses réformes, de la baisse du taux de chômage? Le petit jeu des comparaisons européennes ne plaide pas en ce sens. Le recul du taux de chômage n'est pas une exception française, il a même moins baissé en France que dans l'ensemble de la zone euro entre 2017 et 2023 (de 2,1 points, contre 2,5 points). Radioscopie de différentes mesures prises au nom du plein-emploi et de la réalité de leurs effets.

Un déficit d'évaluation des réformes

«Cette réforme, c'est le carburant qui nous permettra de créer toujours plus de travail dans notre pays», a assuré Gabriel Attal en dévoilant le troisième – et très sévère – tour de vis de l'ère macronienne sur les règles de l'assurance chômage. Il l'opère sans se préoccuper des syndicats qui disent, comme Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT mardi sur BFM TV, que *«les réformes de l'assurance chômage n'ont jamais créé d'emplois»*. Au contraire, assure le locataire de Matignon, celle de 2019, qui avait déjà durci les conditions d'ouverture des droits et revu à la baisse le calcul de l'allocation, *«produit ses effets»*. Même satisfecit d'Emmanuel Macron dans *l'Express* : *«L'évaluation vient de montrer que [cette réforme] avait permis de générer des économies et des emplois.»* Sauf que l'étude à laquelle semble se référer le duo exécutif n'est qu'un *«rapport intermédiaire»* publié en février par le comité de suivi de la réforme. Et qu'il s'avère bien plus prudent qu'eux.

Le nouveau calcul de l'allocation? Ses effets *«sur l'emploi, notamment en termes de qualité et de stabilité, demeurent incertains et font l'objet d'analyses approfondies»*, écrivent les auteurs. Le durcissement des conditions d'affiliation? *«Les premières analyses suggèrent un impact de la réforme sur la probabilité de retrouver rapidement un emploi suite à la perte d'un contrat de plus d'un mois.»* Ce commentaire qualitatif ne s'accompagne d'aucun chiffrage. Et pour cause, ce dernier n'existe pas, comme l'a admis Matignon dimanche, en évoquant un *«manque de recul»*.

Même manque de recul pour la deuxième grande réforme mise en œuvre en fé-



vrier 2023, qui, en réduisant d'un quart la durée d'indemnisation pour tout le monde, est supposée créer 100 000 emplois. La direction générale du Trésor justifiait alors la mesure en s'appuyant sur plusieurs études, dont une, abondamment citée dans les rangs de la majorité, signée en 2021 par les économistes Ioana Marinescu et Daphné Skandalis. Il en ressort que les efforts des demandeurs d'emploi pour retrouver un boulot s'accentuent à l'approche de la fin de leur indemnisation. Le gouvernement y a décelé une preuve qu'avancer la fin de l'indemnisation constituerait un levier efficace, sans insister sur un autre constat de la même étude : les exigences salariales ou de conditions d'emploi (avec plus d'acceptation de temps partiel) s'amoindrissent aussi.

«On n'observe donc pas seulement une augmentation de l'effort de recherche d'emploi, mais aussi une réduction de leurs prétentions», expliquait récemment Daphné Skandalis à *Alternatives économiques*, en ajoutant : *«Cessons de croire qu'il serait facile de décrocher un emploi, de traverser la rue ou je ne sais quoi, et que les assurés pourraient tranquillement attendre le dernier moment pour chercher. Ce n'est pas ce qui se passe dans la réalité.»* Les effets dans la vie des privés d'emploi, eux, sont plus faciles à cerner. *«Un demandeur d'emploi sur deux n'est pas indemnisé à ce jour»*, rappelle Claire Vivès, sociologue au Centre d'études de l'emploi et du travail.

Dans l'un de ses derniers avis, le Haut Conseil des finances publiques se montre lui aussi très dubitatif face aux prétentions du gouvernement : *«Les effets attendus […] reposent sur des hypothèses avantageuses pour ce qui est de l'ajustement du taux de chômage à la réduction de la durée d'indemnisation et de la probabilité de retrouver un emploi pour les personnes qui ne seraient plus indemnisées.»* L'antienne macroniste selon laquelle il suffirait de «remettre au travail» les privés d'emploi, appliquée aussi aux allocataires du RSA avec la loi dite «pour le plein-emploi» adoptée en décembre, en dépit des réticences de nombreux acteurs de l'insertion, atteint encore une fois ses limites.

Des créations d'emploi parfois artificielles

Le gouvernement brandit le chiffre comme un fétiche, 2 millions d'emplois ont été créés depuis 2017 et ce serait le résultat de la politique qu'il a menée. L'assertion est, en partie, vraie. Le fort dynamisme de l'emploi est bien lié pour une part aux dispositifs publics mis en place, tels que les nombreuses aides aux entreprises à partir de la pandémie qui ont évité un grand nombre de faillites ou le soutien massif à l'apprentissage. *«Une grande partie des succès obtenus sur le marché du travail ces trois dernières années s'est faite au prix fort et à crédit, en partie de manière artificielle»*, constate l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) dans sa dernière note. L'institut de Sciences-Po souligne que *«la politique d'aides publiques à l'emploi est demeurée très accommodante»*, même pendant la période de forte reprise post-confinements. Si certains dispositifs ont fini par être arrêtés, *«la mise en cohérence avec la situation conjoncturelle n'a été que très partielle»*, ajoute-t-il en citant les contrats d'engagement jeunes, maintenus à haut niveau, tout comme les aides à l'alternance (actuellement de 6000 euros pour l'employeur la première année).

Cette politique d'incitation à l'apprentissage joue pour beaucoup dans les créations d'emplois : *«1,2 million d'emplois salariés ont été créés en deux ans* [en 2021 et en 2022, ndlr], *soit l'équivalent du nombre cumulé d'emplois créés entre 2010 et 2020»*, relève l'Insee, qui relie environ un tiers de cette augmentation à l'essor de l'apprentissage. Les records s'enchaînent : 852 000 contrats ont été signés en 2023, après 836 000 l'année précédente, même si l'effet s'atténue ces derniers mois avec un ralentissement de la progression des entrées (+1,9 % en 2023, après +38,1% en 2022) et un solde qui se réduit entre les entrées et les sorties. Le financement public consacré à cette politique «open bar» est colossal : autour de 20 milliards d'euros par an rien que pour l'apprentissage, selon les calculs de Bruno Coquet, chercheur associé à l'OFCE. Une dépense scrutée alors que le gouvernement s'est engagé à des économies substantielles. Auditionné dans le cadre des revues générales de dépenses publiques, tenues secrètes par l'exécutif pour l'instant, Bruno Coquet préconise *«de revenir à la loi de 2018, qui concernait les niveaux bac et infrabac. Pour les autres, il faudrait arrêter de subventionner ce qui était gratuit auparavant : il a été donné presque autant à cette politique qu'à l'enseignement supérieur !»* De quoi dégager, à terme, 8 milliards d'économies.

Une productivité dégradée

Ce rythme remarquable de créations d'emploi constaté malgré le ralentissement de l'activité a été concomitant avec une chute de la productivité. Des mois que les économistes s'arrachent les cheveux pour comprendre pourquoi ce phénomène, qui a touché toute la zone euro, est si marqué en France, où la productivité, désormais stable, reste encore plus de 4% en dessous de son niveau d'avant la crise sanitaire.

Pour Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision à l'OFCE, *«la singularité du marché du travail français tient au fait qu'il y ait toujours beaucoup de créations d'emploi malgré la faiblesse de l'activité. Depuis le quatrième trimestre de 2019, l'activité a augmenté de 2,2 %, alors que compte tenu des gains de productivité de 0,8 % par an (le niveau d'avant la crise sanitaire), avec les salariés de 2019, la production aurait pu augmenter de 3,4 % par an»*. Concluant son raisonnement ainsi : *«Pour produire 2,2 % de plus, 210 000 personnes auraient dû être licenciées, alors qu'1,2 million de salariés ont été embauchés.»* Il explique environ les deux tiers de cette chute par l'accroissement des effectifs d'apprentis, par les soutiens publics apportés aux entreprises depuis le Covid, par la baisse du coût réel du travail et, dans une bien moindre mesure, par les baisses passées de la durée du travail et du taux de chômage.

«Il reste une part de mystère sur la productivité, confirme Vladimir Passeron, chef du département de l'emploi à l'Insee. *On se demande encore pourquoi la perte de productivité intervenue entre 2019 et 2021 n'a pas été rattrapée.»* Parmi les spécificités françaises, il cite, en plus de l'apprentissage, les micro-entreprises, *«dont le nombre a bondi depuis 2018 avec le doublement du plafond de chiffre d'affaires autorisé et la crise sanitaire qui a développé les livraisons à domicile notamment. Les micro-entrepreneurs sont comptés comme étant en emploi, or ils ont à la fois une activité et une rémunération réduites»*.

Pour la partie encore non expliquée de la chute de la productivité, le statisticien incite à la prudence : *«Les hypothèses sont nombreuses, mais les preuves n'ont pas encore été établies : l'hypothèse que les nouveaux entrants sur le marché du travail seraient moins productifs parce qu'ils en ont été longtemps éloignés, celle que les entreprises seraient moins frileuses à embaucher depuis les ordonnances Macron, ou bien celle que les entreprises auraient eu tendance avec la crise et les difficultés de recrutement à davantage déclarer des salariés qui auraient travaillé au noir avant-crise…»* Ce qui n'empêche pas Macron de reprendre l'une d'elles comme une évidence dans *l'Express* : *«En accroissant le retour à l'emploi, on fait revenir des gens qui ont moins de productivité, c'est un fait.»*

Jusqu'à présent, ce sont les finances publiques qui ont été mises à contribution, ce qu'Eric Heyer appelle *«la face cachée de la productivité» : «Nous sommes dans le tournant de l'austérité. L'Etat ne peut plus maintenir ce niveau de dépenses. Le financement par l'Etat de la perte de productivité va se reporter soit sur les salariés, avec une baisse du pouvoir d'achat des salaires, soit sur les entreprises, qui diront "maintenant, je licencie". En même temps que les gains de productivité vont revenir, le chômage va augmenter.»* Le plein-emploi sera alors un objectif de plus en plus chimérique.

carnet

HOMMAGES

Paris (75)

En hommage à

SHEREEN MAHHOUK

Samedi 8 juin à 10 heures

Cimetière
du Père Lachaise
Crématorium - la Coupole
55 rue des Rondeaux
75020 Paris

Paris (75)

GABRIEL

1 an ou 10 ans c'est pareil

Tu avances
avec nous
Nous disant chaque jour
Comme la vie est belle
Le temps se dilate
Tu n'as jamais cessé d'être là
Nous ne cesserons jamais
d'être ensemble avec Toi

Pascale Jean Philippe
Aurore Romane

ALAIN SORAL
Le retour en force d'un antisémite multirécidiviste

FRONTAL

Libération renforce sa couverture de l'extrême droite. Chaque mardi, dans notre newsletter «Frontal», retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, par notre cellule de journalistes spécialisés. Pour s'inscrire : **libe.fr/frontal**

A 65 ans, le fondateur d'Egalité et Réconciliation, qui a fui la France pour échapper à la justice, reste très actif en ligne depuis son exil suisse et compte de nouveaux relais. Enquête sur la résurgence d'un dinosaure de la fachosphère.



En septembre 2023, devant le palais de justice de Lausanne.

Par **MAXIME MACÉ** et **PIERRE PLOTTU**

Ici, une conférence qui donne la parole au président d'un mouvement d'extrême droite dissous. Là, une lettre antisémite qui verse dans les théories du complot. Partout, un réseau de soutiens qui reste au service d'Alain Soral ou relaie largement la parole de cet antisémite multirécidiviste. A 65 ans, l'homme, véritable dinosaure de la fachosphère, a fui la France pour échapper à la justice. Même depuis son exil suisse, il conserve une partie de son ancienne aura, restaurée après quelques années de passage à vide.

Son association politique, Egalité&Réconciliation (E&R), compte toujours une quinzaine de sections, un peu partout sur le territoire. Actives, elles ont organisé une vingtaine de conférences sur les six derniers mois. Parmi les deux dernières, samedi 25 et dimanche 26 mai, l'une avait lieu *«dans le sud des Vosges»* (il fallait montrer patte blanche pour connaître le lieu exact) sur le thème «Forces de l'ordre : protéger et servir l'empire» – ce dernier terme désignant le pouvoir occulte «américano-sioniste» fantasmé par Soral. La police, bouclier du «système» ? Oui, mais *«il y a sûrement, dans les corps constitués, des résistants»*, veut croire la section lorraine d'E&R. Le conférencier, l'ancien militaire François Dubois, est vice-président de Profession gendarme, un site d'extrême droite. Celui-ci héberge notamment une chronique de l'ex-général Dominique Delawarde, qui aime à disserter sur les Etats «sionisés» et a cautionné, en tant qu'«observateur international», la dernière réélection de Vladimir Poutine à la tête de la Russie.

L'orateur est presque sage au regard d'autres qui sont intervenus, ces derniers mois, dans les conférences organisées par E&R. Parmi eux, les intégristes du mouvement Civitas (dissous en octobre 2023 par les autorités), le néofasciste Yvan Benedetti, le patron du journal antisémite *Rivarol*, Jérôme Bourbon, le «pape» du complotisme français Thierry Meyssan ou encore son pendant négationniste Vincent Reynouard. L'une de ces conférences, programmée en mars à Metz et accueillant l'ancien président de Civitas, a été interdite par le préfet de Moselle, qui invoquait son *«organisation quasi clandestine»* et les *«risques de troubles à l'ordre public»*. Les organisateurs, prévoyants, avaient réservé une seconde salle, ce qui leur a permis de tenir l'événement. La plupart de ces réunions ne sont toutefois pas inquiétées.

Celui dont se réclament ces militants est moins en vue qu'il y a une dizaine d'années, au temps de son association avec l'humoriste antisémite Dieudonné et de la guerre judiciaire que leur menait Manuel Valls alors ministre de l'Intérieur. Trop daté, peut-être. Trop fâché avec trop de monde – il a rompu avec Dieudonné, frappé l'influenceur d'extrême droite Daniel Conversano, harcelé une jeune femme noire. Trop concurrencé, alors qu'une nouvelle génération a émergé et maîtrise mieux les nouveaux codes du milieu. Peut-être aussi son discours antisémite fait-il moins recette que l'islamophobie des groupes identitaires qui tiennent désormais le haut du pavé. Ces derniers ne goûtent guère la pseudo- *«réconciliation avec les populations immigrées patriotes»* prônée par Soral.

DES CONFORTABLES REVENUS

En 2020, celui-ci semble fini. La pandémie de Covid va le relancer. Dans un contexte propice aux théories du complot, il propose un coupable de toujours : les Juifs. Le site d'Egalité&Réconciliation voit son audience dépasser les 3 millions de visites par mois (contre environ 1,2 million actuellement). Puis, en 2022, c'est la guerre en Ukraine. Admirateur de longue date de Vladimir Poutine, Soral prend fait et cause pour la Russie. Pas gêné, lui qui s'est régulièrement déclaré *«national-socialiste»*, il relaye le récit russe d'une *«dénazification de l'Ukraine»*. Enfin, le conflit dans la bande de Gaza lui permet de surfer sur la recrudescence de l'hostilité à Israël et de l'antisémitisme. Une performance pour un homme qui ne vit même plus en France. Depuis bientôt cinq ans, Alain Soral s'est établi à Lausanne. *«En 2019, je me suis installé en Suisse car je recevais des menaces de mort après mes vidéos sur le couillonavirus [sic]»*, exposait-il le 16 mars au micro de la chaîne YouTube complotiste et d'extrême droite Géopolitique profonde. L'ancien chroniqueur à la mode joue le rebelle forcé à l'exil pour continuer à dénoncer l'ordre établi. Il n'hésite pas à se comparer à l'opposant russe Alexeï Navalny, bien que son refuge lausannois ne soit guère comparable à la colonie pénitentiaire sibérienne où celui-ci a trouvé la mort le 16 février.

Comme souvent avec lui, la réalité est moins glamour. Ce que Soral n'explique pas, c'est que son départ n'a pas grand-chose à voir avec un Covid qui, fin 2019, ne faisait pas encore la une des journaux. Contrairement à sa condamnation, en septembre de la même année, à deux ans de prison dont dix-huit mois ferme par le tribunal de Paris pour *«provocation à la haine raciale»*. La peine s'ajoutait à une autre, prononcée en avril : un an ferme pour *«négation de crimes contre l'humanité»*, en l'occurrence de la Shoah. L'exil devait surtout sauver Soral de l'incarcération en France.

Las, le «résistant» a également été rattrapé par la justice helvétique. La faute à une vidéo publiée en 2021 sur le site d'Egalité&Réconciliation où il proférait des insultes homophobes contre la journaliste suisse Cathy Macherel. En avril 2022, il a été condamné en première instance à trois mois de prison ferme et une amende. D'appel en contre-appel, l'affaire a fini par atterrir devant la plus haute

PHOTO FABRICE COFFRINI. AFP

instance suisse, le tribunal fédéral, le 18 avril, qui a confirmé sa condamnation mais en réduisant la peine à quarante jours d'incarcération pour des raisons de procédure. A ce stade, selon nos informations, la peine n'a pas été exécutée. Il reste par ailleurs toujours possible que lui soit accordé un régime de semi-liberté ou un bracelet électronique. Ce *«harcèlement judiciaire»*, comme il le qualifie, Soral en a fait une sorte de gage de qualité auprès de sa base. S'en attacher la faveur est d'autant plus important que ses activités génèrent de confortables revenus, a révélé le site Streetpress, qui a eu accès aux comptes des différentes entreprises et associations sous son contrôle et qui écoulent vidéos, livres et produits dérivés.

Par exemple, 15 000 à 20 000 euros par mois en 2018 pour les abonnements et dons perçus via son seul site internet. Ou encore plus de 100 000 euros de chiffre d'affaires mensuel, sur la même période, pour sa maison d'édition. Ces structures reversent in fine l'essentiel de leur revenu à Soral et ses proches. Six ans plus tard, les données publiques montrent que le chiffre d'affaires dégagé grâce à sa plateforme a un peu augmenté, dépassant désormais les 22 000 euros par mois. Quant aux autres structures, aucune ne se plie à l'obligation légale de publication des comptes.

UN RETOUR SUR YOUTUBE

Si Soral est retombé sur ses pattes, c'est aussi parce que sa machine à propagande se porte bien. L'antisémite est revenu sur les principaux réseaux sociaux, après la suppression il y a quatre ans de ses chaînes YouTube et de son compte Twitter, et il est de nouveau présent sur la plateforme de partage de vidéos avec la chaîne Résistance & Réinformation, qui compte environ 22 000 abonnés. Sur X, dont il avait été exclu en novembre 2020, Soral a refait surface à la faveur de la prise de contrôle du réseau par Elon Musk, qui l'a rouvert à d'anciens bannis. Son compte historique (64 000 abonnés) a été un temps réactivé, tout en restant inaccessible depuis la France. L'influenceur a également ouvert un nouveau compte fin 2023, qui a compté jusqu'à 26 000 abonnés, mais s'est vu rapidement suspendre suite à un énième tweet antisémite visant cette fois le Premier ministre Gabriel Attal – en dépit du fait que celui-ci ne soit pas juif. Pour autant, la pensée de Soral n'a pas complètement disparu de X. Elle y est relayée par les comptes de ses affidés, en l'espèce celui d'Egalité & Réconciliation (7 000 abonnés), de sa maison d'édition Kontre Kulture (20 000) ou encore de sa webradio (4 300). Et par les principales figures de son organisation : Pierre de Brague (13 000 abonnés) et Youssef Hindi (65 000 abonnés). Soral peut aussi compter sur de nouveaux adeptes, tels que le jeune vidéaste perpignanais Kentra Actu (36 000 abonnés sur YouTube) ou le blogueur Marcel D. (93 000 followers sur X) apparus à l'occasion de la pandémie. Ou encore le «média» Géopolitique profonde (200 000 abonnés sur YouTube, plus de 40 000 sur X) du complotiste Mike Borowski qui, bien que plus indépendant, l'invite et relaie régulièrement sa parole. Sans oublier ses «amis» historiques, dont l'un des principaux propagandistes pro-Kremlin français : Xavier Moreau et ses 85 000 abonnés sur X.

Le cœur de métier soralien reste le négationnisme du génocide des Juifs qui, en plus de gouverner le monde, seraient même derrière l'incendie de Notre-Dame de Paris, en 2019.

UNE TRENTAINE DE CONDAMNATIONS

Autre outil d'influence, la lettre d'extrême droite Faits & Documents (F&D) tombée dans l'escarcelle de Soral à la faveur du décès de son précédent propriétaire, Emmanuel Ratier. Sur X, son compte affiche plus de 80 000 followers. C'est notamment là que la théorie complotiste de la transidentité de Brigitte Macron a pris son essor, profitant ensuite de nombreux relais au sein de la mouvance complotiste. A ce titre, le compte X «Zoé Sagan» (203 000 abonnés) détenu par Aurélien Poirson-Atlan, très influent, s'est montré particulièrement zélé.

Mais le cœur de métier soralien reste le négationnisme du génocide des Juifs par le III[e] Reich, et l'attribution, aux mêmes, de tous les maux de la Terre. En plus de gouverner le monde et de manipuler les puissants, selon lui, ils seraient même derrière l'incendie de Notre-Dame de Paris, en 2019. Théorie qui lui a valu une condamnation supplémentaire en France, en mai 2021, à quatre mois d'emprisonnement sous le régime de la semi-liberté.

Au total, ses dizaines de passages devant les tribunaux ont valu à Soral d'être reconnu coupable à près d'une trentaine de reprises, pour *«incitation à la haine»*, *«diffamation»*, *«injures»*, *«provocation à la haine»*, *«négation de crime de guerre ou de crime contre l'humanité»*, *«apologie des mêmes faits»*, *«harcèlement»*, *«menaces»*… Et d'autres procédures restent en cours, comme un dossier de *«provocation publique à la commission d'atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation»*. En cause : une vidéo de juillet 2020 où, au milieu d'une avalanche de propos racistes et complotistes, l'homme appelait à *«une révolution fasciste»* en France – mais *«dans le bon sens du terme»*. Nous voilà rassurés. ◆

Vincent Bolloré, la top-modèle et les contrats africains
Ces mails qui font trembler le milliardaire

ENQUÊTE

Pendant quatre ans, l'ancienne mannequin Tasha de Vasconcelos a collaboré avec le groupe de l'homme d'affaires en Afrique, avant de l'accuser de harcèlement, d'abus de pouvoir et de corruption. «Libération» a consulté des dizaines de messages, documents et photos qui témoignent de cette tumultueuse relation professionnelle, de sa genèse enchantée à sa rupture brutale.

Par
EMMANUEL FANSTEN

Leur collaboration aurait dû rester secrète. D'un côté, Vincent Bolloré, vorace homme d'affaires qui a longtemps rêvé de faire main basse sur le continent africain. De l'autre, Tasha de Vasconcelos, ex top-modèle reconvertie dans l'humanitaire. *Libération* a pu consulter des dizaines de mails, textos, documents et photos qui témoignent de cette tumultueuse relation professionnelle, de sa genèse enchantée à sa rupture brutale. Tous sont issus des «dossiers du Rocher», cette gigantesque fuite de données mettant en cause la garde rapprochée du prince Albert de Monaco, qui a déjà donné lieu à l'ouverture d'une enquête pénale. Mais les répercussions du scandale dépassent de très loin les frontières monégasques. Le lien entre ces différentes affaires passe par deux hommes, l'avocat Thierry Lacoste et l'expert-comptable Claude Palmero, qui avaient à la fois pour clients le prince Albert et Tasha de Vasconcelos. Pendant plusieurs années, cette dernière s'est épanchée auprès d'eux au sujet de Vincent Bolloré et leur a transféré une partie de sa correspondance nourrie avec le milliardaire breton. Des échanges sans fard et possiblement compromettants pour l'industriel.

Leur improbable coopération s'est nouée autour d'un déjeuner au Bristol, à Paris, en avril 2013. *«J'ai parlé avec Vincent Bolloré, il est intéressé à passer un contrat pour mon image, cela commencerait pour ses développements en Afrique de maisons solaires»*, s'enthousiasme Tasha de Vasconcelos dans un mail à Lacoste et Palmero. *Merci de contracter avec lui. Il est ok jusqu'en 2022* [sic]*.»* Contacté par *Libération*, l'avocat Thierry Lacoste se souvient bien de ce contrat dont l'objectif est de *«mettre la notoriété et l'image de Tasha au service du groupe Bolloré»*. Quelques jours plus tard, l'homme d'affaires transmet à sa future partenaire les éléments de langage relatifs à sa stratégie. *«Le projet de collaboration avec le groupe Bolloré, un des leaders mondiaux dans le stockage de l'électricité, va permettre de construire des hôpitaux et des centres d'éducation dans des endroits où il n'y a pas de réseaux électriques […]. Ceci peut améliorer les conditions de vie de beaucoup de personnes dans les pays africains qui ont, avec le soleil, une énergie infinie et écologique, non encore exploitée.»*

INCESSANTES PROPOSITIONS SUGGESTIVES

Un projet d'autant plus prometteur que l'électricité est alors au cœur des ambitions africaines de Vincent Bolloré, qui vient de lancer son concept de «Blue Zones», ces espaces autonomes en énergie susceptibles d'abriter des écoles, des dispensaires et même des incubateurs d'entreprises. Un des dossiers favoris du milliardaire. *«Cela ressemble un peu aux villages construits lors de la conquête de l'Ouest*, se félicite à l'époque Jean-Christophe Thiery, président de Bolloré Media, dans un entretien au *Figaro*. *Nous édifions ces centres à proximité des voies ferrées pour aider au développement de la zone choisie. C'est du gagnant-gagnant puisque si une zone que nous desservons se développe, notre activité progresse également.»* A terme, le groupe espère ainsi générer un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 2 milliards d'euros grâce à ces solutions électriques révolutionnaires.

Pour Bolloré, la présence de Tasha de Vasconcelos constitue un atout de taille en termes de com et de lobbying. Un temps ambassadrice de l'Union européenne pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, fondatrice de l'association Amor (Aide mondiale orphelins réconfort), l'ex-mannequin née au Mozambique connaît bien l'Afrique, qu'elle sillonne depuis des années dans le cadre de ses activités humanitaires. Des missions qui la conduisent à rencontrer fréquemment des chefs d'Etat et dignitaires africains. Quelle meilleure publicité, pour Vincent Bolloré, que d'associer discrètement sa marque à ces actions caritatives ? Chaque année, le milliardaire verse 500 000 dollars (environ 460 000 euros) à l'association Amor, sur le compte d'une banque monégasque. Lorsque le virement tarde à arriver, Tasha de Vasconcelos n'hésite pas à mettre la pression à son généreux mécène. *«Vous vous êtes engagé dans le travail d'Amor, je l'ai pris au sérieux. J'attends votre engagement concret par un don comme vous l'avez fait l'année dernière et que vous poursuiviez dans cette voie car bien sûr vous êtes un homme de parole»*, écrit-elle en février 2014 à l'industriel breton, qui s'excuse platement : *«J'avais donné des instructions pour virer 500 000 dollars… je pensais que c'était fait.»* L'argent récolté permet notamment de financer des maternités ou du matériel médical.

Entre-temps, Vincent Bolloré et Tasha de Vasconcelos se sont rapprochés. Il l'appelle désormais *«ma princesse africaine»*, elle le surnomme *«mon genius industriel»*. Dans leurs échanges, ils se donnent du *«amour»* ou *«chéri»*. *«Ta vision peut changer notre belle Afrique»*, s'emballe l'ancienne mannequin dans un nouveau message. Vincent Bolloré songe même à acheter un appartement à Monaco, où réside sa nouvelle ambassadrice de charme. Selon nos informations, il a visité un quatre-pièces dans la Tour Odéon, que son propriétaire, le groupe Marzocco, propose de lui vendre pour la bagatelle de 16 millions d'euros. Mais le milliardaire ne donne finalement pas suite. De son côté, Tasha de Vasconcelos continue à multiplier les déplacements en Afrique, et en profite pour faire la retape des activités du groupe Bolloré sur le continent. Début 2016, à la veille d'un nouveau voyage en Guinée, elle reçoit un message du



L'homme d'affaires Vincent Bolloré et

Pour Bolloré, la présence de Tasha de Vasconcelos constitue un atout de taille en termes de com et de lobbying. Un temps ambassadrice de l'UE pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'ex-mannequin connaît bien l'Afrique.

milliardaire. *«Il serait utile et intéressant que tu visites nos Blue Zones,* insiste ce dernier. *Depuis ta visite à nos usines de Bretagne et le travail fait avec toi sur les Blue Houses et les Blue Zones nous pouvons démontrer la solidité de notre modèle pour fournir lumière, électricité, eau potable et Internet. Ton parrainage est comme toujours très utile. Je te fais passer les documents sur nos réalisations en Guinée.»* Réponse de Tasha de Vasconcelos, toujours aussi enthousiaste : *«Merci, j'ai bien reçu ta documentation […], je serais heureuse de montrer et soutenir tout ce que tu as fait pour aider avec des Blue Houses et Blue Zones.»* Au total, l'industriel a déjà versé plus de 2 millions de dollars à l'association Amor, profitant au passage d'une jolie ristourne fiscale.

Mais, quelques mois plus tard, le ton change radicalement. Début 2017, alors que le groupe Bolloré semble rechigner à prolonger son contrat d'image, Tasha de Vasconcelos commence à envoyer de nombreux mails outrés à son avocat et à son expert-comptable pour dénoncer le *«harcèlement physique et moral»* que lui ferait subir l'homme d'affaires. *«Vincent Bolloré est une personne horrible et essaie de trouver un moyen de me blesser parce qu'il ne m'a pas eue comme maîtresse,* dénonce-t-elle. *J'ai des milliers de courriels et d'images qui prouvent cette situation très douloureuse et dérangeante.»* L'ex-top-modèle, qui qualifie tour à tour Bolloré de *«pervers narcissique»* et de *«malade mental»,* relate les incessantes propositions suggestives que lui aurait faites le milliardaire sur son yacht, dans sa villa de Saint-Tropez ou lors de déplacements à l'étranger. *«Cela ne fait pas partie de mon contrat d'image»,* cingle-t-elle, dénonçant un *«abus de pouvoir».*

ÉPINEUX DOSSIER DE LA SOCAPALM

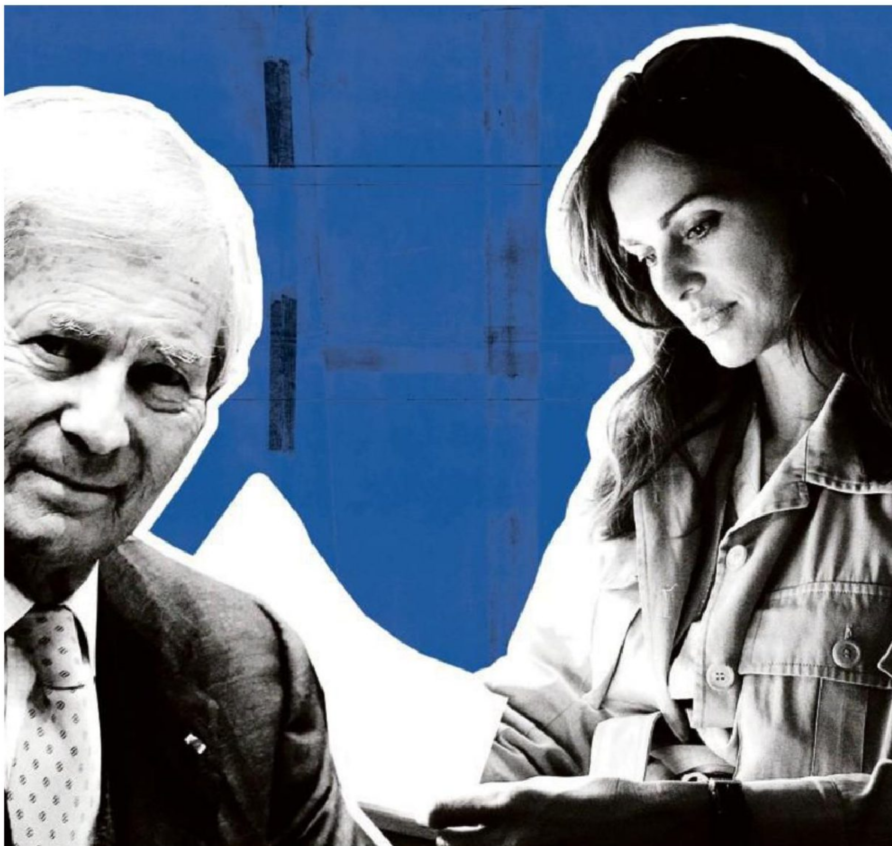
En juin 2017, dans une lettre recommandée consultée par *Libération*, le directeur juridique du groupe Bolloré, Claude Parisot, entérine officiellement la fin du contrat d'image signé quatre ans plus tôt avec Tasha de Vasconcelos. *«Notre société n'a plus de besoins quant aux prestations contractuelles et en conséquence a décidé de ne pas renouveler le contrat à son échéance»,* conclut-il froidement. Ce courrier va exacerber encore un peu plus la rancœur de l'ancienne ambassadrice, qui menace désormais de révéler certaines turpitudes présumées de Bolloré en Afrique, qu'elle accuse ouvertement de corruption. *«J'ai ouvert les portes pour lui avec ma crédibilité africaine et diplomatique et, suite à ça, il a fait des contrats de contrôle du port avec de la corruption,* écrit-elle. *Je serais heureuse de révéler les mensonges de Vincent Bolloré, tout ce qu'il a fait pour détruire notre peuple d'Afrique en exploitant ce beau continent pour son propre gain financier […]. Il devrait être jugé devant la CPI* [Cour pénale internationale, ndlr] *pour avoir détruit la vie de nombreuses personnes innocentes.»*

Parmi les affaires évoquées par l'ancienne mannequin, figure l'épineux dossier de la Société camerounaise de palmeraies (Socapalm) dont Bolloré est alors actionnaire. L'entreprise, qui produit de l'huile de palme, est accusée par plusieurs ONG d'avoir un impact désastreux sur l'écosystème local en encourageant la déforestation. *«Pour le dossier Socapalm, j'en ai discuté avec Vincent Bolloré, il voulait un environnement plus privé où nous pourrions parler,* précise-t-elle. *Pendant le dîner, il m'a expliqué en détail comment il rencontrait son partenaire pour ce commerce ridicule de la Socapalm et il m'a dit exactement ce qu'ils faisaient, mais il a dit que c'était une bonne affaire pour lui et que les gens de Greenpeace* [alors en pointe sur le dossier, ndlr] *lui faisaient passer un mauvais moment, mais qu'il continuerait à faire ce commerce car il lui rapportait beaucoup d'argent.»* En septembre 2023, Bolloré sera finalement condamné par le tribunal de Nanterre à verser 140 000 euros à 150 paysans camerounais. Une première depuis l'adoption en 2017 de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales, qui obligent ces dernières à prévenir les risques sociaux et environnementaux liés à leurs activités. Le milliardaire est aussi mis en examen à Paris pour *«corruption d'agent public étranger»* au Togo, dans le cadre de l'attribution de la gestion du port de Lomé. Un dossier actuellement au règlement au Parquet national financier, avant un possible procès.

OMBRE DE NICOLAS SARKOZY ET DISCUSSIONS STRATÉGIQUES

Dans ses messages, qui s'étalent sur plus d'un an, Tasha de Vasconcelos raconte aussi avoir assisté à des conversations sensibles entre Vincent Bolloré et deux de ses collaborateurs au sujet du versement d'éventuels pots-de-vin en marge d'autres gros contrats en Afrique. Elle évoque en particulier une discussion dont elle aurait été témoin sur le yacht du milliardaire, concernant la construction du chemin de fer entre le Bénin et le Niger. Un des chantiers phares de Bolloré, estimé à 4 milliards d'euros. *«La méthode, c'est plutôt du commando que de l'armée régulière,* se gargarise à l'époque l'industriel dans *le Monde*. *On ne passe pas beaucoup de temps à discuter, on agit.»* Mais le projet, rebaptisé *«le train fantôme»,* sera finalement abandonné quelques années plus tard pour des raisons obscures. Un des échecs les plus cuisants de Bolloré en Afrique. *«Je serai bien entendu en mesure de témoigner de ces conversations,* insiste Tasha de Vasconcelos. *Il est temps qu'il rende des comptes.»*

Au fil de ses mails incendiaires, elle évoque enfin l'ombre de Nicolas Sarkozy et fait part de discussions stratégiques au sujet de l'ancien président, que Vincent Bolloré avait invité sur son yacht en 2007, au lendemain de son élection à l'Elysée. *«Sarkozy était également payé par lui pour organiser des réunions afin de faciliter ses opérations et son système corrompu. Ils sont ensemble depuis longtemps,* assure-t-elle. *Ils utilisent tous deux la même tactique de déni et de diversion.»* Jusqu'où ces accusations sont-elles étayées ? Et quel est leur but ? Faire chuter l'homme d'affaires ou le faire chanter ? Contactée, Tasha de Vasconcelos a d'abord exigé un portrait en dernière page pour nous répondre, puis s'est dérobée à nos multiples relances. Rien de très surprenant. Selon nos informations, elle a signé avec Vincent Bolloré un accord transactionnel de plusieurs centaines de milliers d'euros. *«Tout est couvert par le secret professionnel»,* nous indique son avocat. Sollicité au cours de cette enquête, Vincent Bolloré n'a pas donné suite. Egalement contacté, son avocat, Olivier Baratelli, n'a souhaité faire aucun commentaire.



l'ancienne mannequin reconvertie dans l'humanitaire Tasha de Vasconcelos. PHOTOS A. JOCARD. AFP ET P. LEBON. GAMMA. MONTAGE «LIBÉ»

LIBÉ.FR

■ Au Cameroun, l'énième pépin judiciaire africain
Bolloré a été accusé de corruption par un ex-directeur de l'une de ses filiales. Une enquête est en cours à Paris.

■ L'empire Bolloré, de l'industrie à la diversification tous azimuts
Principale activité du groupe à ses débuts, l'industrie ne représente que 2 % du chiffre d'affaires.



LIBÉ.FR

«Si tes parents n'ont pas de réseau, tu finis chez Monop»: la galère des stages de seconde

Manque d'informations, offres peu nombreuses, reproduction des inégalités sociales… Alors que la date butoir pour les stages d'observation en milieu professionnel approche, entre 50 % et 75 % de jeunes n'ont toujours pas signé de convention, selon les syndicats. Elèves et parents stressés témoignent des difficultés rencontrées. PHOTO JEAN-FRANCOIS FORT. AFP



Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a précisé que d'autres textes suivront celui de la loi agricole. PHOTO XOSE BOUZAS. HANS LUCAS

Loi agricole: les députés adoptent la simplification aux dépens de l'écologie

Associations et élus de gauche et écologistes dénoncent le texte, adopté mardi, qui accélère l'industrialisation de l'agriculture sous couvert de répondre à la crise agricole et au détriment de la transition agroécologique.

Par **PAULINE MOULLOT**

C'est une conséquence des manifestations hivernales des agriculteurs: la loi d'orientation agricole, adoptée mardi par les députés (272 voix, contre 232), va largement faciliter l'agriculture intensive au détriment de l'agroécologie. Il aura suffi du vote de certains députés LR pour que ce projet, attendu depuis des mois et remanié à la suite de la fronde nationale qui a agité ce début d'année, soit voté après deux semaines de débats dans un hémicycle très clairsemé. L'opposition de gauche, elle, a voté contre. *«Carnage pour l'environnement»* (Greenpeace), *«reculs majeurs»* et *«alarmants»* (Réseau Action Climat, FNH, Nourrir…) *«loi de désorientation environnementale»* (WWF): les organisations écologistes ont alerté sur plusieurs mesures de simplification votées par les députés dans la dernière ligne droite des débats, alors que les discussions au Sénat prévues la dernière semaine de juin risquent d'accentuer encore plus cette ligne. A l'issue du scrutin, le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, s'est félicité de ce vote, précisant qu'il s'agit d'une *«brique importante»* et que d'autres textes, notamment sur la rémunération, viendraient en complément. Après avoir fait de l'agriculture un *«intérêt général majeur»* à l'orée des discussions, les députés ont concrétisé cette notion en votant en fin de débat plusieurs mesures et amendements renforçant la simplification.

«Bonne foi». C'est surtout la modification du code de l'environnement pour dépénaliser les atteintes aux espèces protégées et aux habitats naturels et ne plus les considérer comme des délits si elles n'ont pas été commises de manière *«intentionnelle»* qui inquiète, ainsi que l'introduction d'une présomption de non-intentionnalité. Seule sanction dans ces cas: un stage de sensibilisation. *«Pour sanctionner l'atteinte, il faudra prouver l'intentionnalité de l'acte, une brèche juridique dangereuse allant aggraver la dégradation de la biodiversité sur le territoire»*, a dénoncé le collectif Nourrir, qui regroupe une cinquantaine d'organisations citoyennes et agricoles pour une refonte du système agricole et alimentaire. Par ailleurs, pour les cas censés encore faire l'objet de poursuites judiciaires, une *«transaction»* avec l'administration permettra d'éteindre l'action publique. Et pour faciliter encore plus la vie de ceux qui auraient détruit des protégées: en cas de contrôle, la *«bonne foi»* des agriculteurs sera *«présumée»*.

L'HISTOIRE DU JOUR

Les écologistes, qui se sont inquiétés que cet article ne s'applique pas uniquement aux agriculteurs mais à toutes les infractions, ont annoncé qu'ils saisiraient le Conseil constitutionnel si le texte est définitivement adopté.

En plus d'un assouplissement sur le régime des haies, les députés se sont également prononcés pour l'accélération des contentieux contre les projets d'élevage industriels et de stockage d'eau. Les référés suspensions, souvent utilisés par les opposants à ces projets, seront limités pour faciliter les ouvrages d'eau comme les mégabassines et les élevages qui relèvent des installations classées pour la protection de l'environnement. Quasiment pas retouchée en discussion, la mesure avait pourtant fait l'objet d'alertes par le Conseil d'Etat, qui l'a jugée dans son avis sur le projet de loi *«susceptible de présenter des risques de constitutionnalité»*. Ainsi que par la Défenseuse des droits, pour qui elle *«porte atteinte au droit au recours.»* Des mesures promises dès le mois de février pour répondre aux demandes des syndicats productivistes.

Bronca. Ces derniers, la FNSEA et son pendant des Jeunes agriculteurs (JA), ont appelé à voter le texte. Selon eux, la loi, *«certes imparfaite […] posera la première pierre dans la construction législative actant la considération nouvelle qui doit être portée à l'agriculture suite au ras-le-bol exprimé en ce début d'année»*. Les JA se sont félicités d'une *«réponse attendue par le monde agricole sur la simplification, en réponse aux mouvements de ce début d'année.»* A l'inverse, la droitière Coordination rurale (CR) et la Confédération paysanne, qui défend les modèles paysans et agroécologistes, ont dénoncé ce texte pour des raisons opposées. La CR s'oppose notamment aux diagnostics des exploitations qui devront être réalisés avant leur transmission à des successeurs pour étudier leur résilience face au changement climatique et la viabilité de leur modèle social et économique (diagnostics pourtant volontaires et dont l'ambition a déjà été réduite), ainsi qu'aux stages de sensibilisation en cas d'atteinte à l'environnement. Pour la Confédération paysanne et la Fédération associative pour le développement de l'emploi agricole et rural, la loi *«renforce la trajectoire agro-industrielle de l'agriculture, responsable de la diminution du nombre de paysans, de la disparition des fermes et de la destruction de la biodiversité et de la dégradation de notre environnement.»*

Seuls points de satisfaction: l'objectif chiffré de garder au moins 400 000 exploitations et 500 000 chefs d'exploitation d'ici 2035, la suppression d'un article controversé sur le foncier agricole et la promesse d'une future loi sur le sujet, ainsi que des mesures pour renforcer les filières élevages et fruits et légumes. Passée en douce, la suppression du code rural de l'objectif de surfaces en bio et en légumineuse a finalement été rétablie après la bronca des ONG et des élus de gauche et écologistes. D'ici 2030, la France devra compter 21 % de surface agricole utile en bio et 10 % en légumineuses.



LIBÉ.FR

Après la tentative d'assassinat du Premier ministre, la Slovaquie toujours plus divisée

La vie de Robert Fico n'est plus en danger mais les tensions ne retombent pas, alors que des membres de la coalition gouvernementale accusent l'opposition d'être responsable de la fusillade. Les antagonismes politiques, qui se sont creusés au cours des dernières années, sont parmi les plus violents d'Europe. A lire sur notre site. PHOTO AP

«Le pape n'a jamais eu l'intention d'offenser ou de s'exprimer avec des propos homophobes et adresse ses excuses à ceux qui se sont sentis offensés par l'utilisation d'un mot.»


REUTERS

LE PAPE FRANÇOIS
via un communiqué du Vatican

Le doute subsiste sur la conscience qu'il avait de la forme de son propos. Mais sur le fond, il n'y en a aucun. Le pape François a récemment utilisé un terme insultant et vulgaire en parlant des homosexuels dans l'Eglise catholique, ont rapporté lundi plusieurs médias italiens. S'exprimant au cours de l'assemblée de la Conférence épiscopale italienne il y a une semaine, le pape argentin aurait invité les évêques à ne pas accueillir dans les séminaires religieux les personnes ouvertement homosexuelles, disant qu'il y avait déjà trop de *«pédés»*, selon une traduction qui s'en rapproche le plus. Mardi, il a présenté des excuses via un communiqué du Vatican. Lors de l'assemblée, il avait utilisé un mot du dialecte de Rome, *«frociaggine»*, considéré en italien comme vulgaire et insultant envers les homosexuels. *«Selon les évêques contactés»* par le *Corriere della Sera*, *«il est évident que le souverain pontife n'était pas conscient de combien ses propos étaient insultants en italien»*, écrit le principal quotidien italien sur son site. *«Plus que de l'embarras, ses propos ont été accueillis par quelques rires incrédules car la gaffe»* du pape hispanophone, dont l'italien n'est pas la langue maternelle, *«était évidente»*, poursuit le journal. Le quotidien *la Repubblica* donne la même information, citant plusieurs sources concordantes. Le journal rappelle que le pape a toujours milité pour une Eglise accueillante pour tout le monde, sans distinction d'orientation sexuelle. *(avec AFP)*

Elections au Royaume-Uni : le début de campagne raté de Rishi Sunak

VU DE LONDRES

Mercredi 22 mars, alors que Rishi Sunak annonçait des élections législatives pour le 4 juillet, les observateurs qui avaient juré-craché qu'il n'y aurait pas de vote avant l'automne ont eu un moment d'hésitation. Fallait-il y voir un coup de génie ? Ou la mission-suicide d'un Premier ministre ayant compris qu'une modeste baisse de l'inflation serait la meilleure nouvelle des six prochains mois ? Ils n'ont pas dû attendre longtemps pour pouvoir trancher : au vu des premiers jours de campagne, le coup de génie est définitivement à exclure.

Difficile de faire pire qu'une annonce d'élections qui restera dans les annales pour toutes les mauvaises raisons : Sunak s'est retrouvé sous la pluie, trempé, inaudible face à des manifestants qui diffusaient à fond l'hymne du Labour de 1997 – l'année du raz-de-marée électoral appelé Tony Blair, lorsque les Britanniques avaient décidé qu'après dix-huit ans de conservateurs, il était temps de passer à autre chose.

Difficile de faire pire, donc, mais visiblement pas impossible. Sunak a continué sur sa malheureuse lancée et enchaîné les décisions si grotesques en matière de communication que l'ancienne cheffe des conservateurs en Ecosse a fini par demander publiquement s'il *«n'y avait pas un agent double»* dans son équipe.

Il y a eu les inévitables photos cadrées pour placer le logo *«Sortie»* au-dessus de sa tête. Il y a aussi eu une défection préoccupante en faveur du parti d'extrême droite Reform UK, fondé par Nigel Farage, ou encore un mail de la direction du parti tory, critiquant ceux qui ne font pas d'efforts pour la campagne, envoyé par erreur à… ceux qui ne font pas d'efforts pour la campagne.

Dès son premier jour sur les routes, Sunak s'est ainsi retrouvé face aux employés d'une usine de logistique, invités à lui poser des questions. Parmi les hommes en chasuble présentés comme des membres de l'équipe se trouvaient en fait deux conseillers municipaux conservateurs, soigneusement installés là pour grossir la foule et pour poser des questions accommodantes. Son équipe a aussi jugé bon de l'envoyer visiter le quartier du musée du *Titanic*, à Belfast. La métaphore était trop belle pour les journalistes, qui n'ont pas manqué de lui demander si lui aussi était *«le capitaine d'un navire en train de sombrer»*. Après les poses en gilet de sauvetage, il ne reste qu'à l'envoyer creuser un trou pour la prochaine séance photo, et l'autosabotage sera complet.

Impatient, condescendant, agacé lorsqu'on le contredit, Sunak ne convainc guère un électorat qui le sait plus riche que le roi. Il a choisi de concentrer ses efforts sur les retraités, annonçant un changement d'imposition pour protéger leurs revenus, tout en draguant les nostalgiques d'un bon vieux temps avec un projet de service militaire pour les personnes âgées de 18 ans, sorti subitement de son chapeau. Les jeunes en question, passablement agacés, ont pu compter sur le soutien d'un ex-ministre de la Défense et d'anciens chefs d'état-major qui ont répondu que l'idée n'était pas seulement *«folle»* et *«opportuniste»*, mais qu'elle coûterait aussi 2,5 milliards de livres (environ 2,9 milliards d'euros) – une somme qui pourrait être mieux investie directement dans le budget de l'armée, ont-ils jugé.

Face au désastre, le Labour, avec plus de 20 points d'avance dans les sondages, n'a qu'à tenir la barre. Son chef, Keir Starmer, multiplie les visites pour changer son image d'avocat londonien un peu distant et promet que seul son parti pourra *«éviter le chaos»*. *«Le temps du changement»* est venu, affirmait-il dans ses premiers discours – un concept repris dans son slogan. Un changement dans la direction prise par le parti aussi, historiquement à gauche. Son projet est pour l'instant bien reçu : une tribune publiée mardi dans *The Times* rassemblait les signatures d'une centaine de chefs d'entreprises prêts à soutenir le Parti travailliste.

JULIETTE DÉMAS
Correspondante à Londres

Européennes : la gauche qu'on veut voir contre l'extrême droite

BILLET

«Lâchez-moi les baskets !» L'expression d'humeur de Raphaël Glucksmann lors du débat opposant, lundi soir sur BFMTV, les huit principales têtes de liste aux européennes aura eu un mérite : rappeler à Manon Aubry qu'au moment où *«l'extrême droite est à 40 %»* il est irresponsable de faire d'un concurrent à gauche sa *«cible principale»*. D'autant plus si l'on se revendique comme l'héritière de la Nupes.

Comme nous avions critiqué en 2022 Yannick Jadot ou Anne Hidalgo lorsqu'ils ont concentré leurs coups contre Jean-Luc Mélenchon, il est vain et même dangereux de vouloir aujourd'hui grappiller quelques points sur ses voisins à moins de deux semaines du scrutin. Le coup de gueule de Glucksmann aura été salutaire. Parce qu'il a recentré tous les représentants des différentes familles de gauche sur le vrai danger pour l'Europe et la France : l'extrême droite.

Avec quatre listes sur les huit qui s'affrontaient, les propositions de gauche auront occupé la moitié des plus de trois heures de temps d'antenne. En ces temps difficiles pour les idées radicales et progressistes, ce n'est pas rien. Pas de guerre des gauches en direct : on a vu réapparaître un clivage entre une droite (très extrémisée) et une gauche plurielle parfois divergente sur les moyens mais unie sur les valeurs et les objectifs. Au milieu, Valérie Hayer avait du mal à porter la voix du macronisme.

A voir Glucksmann concentrer ses critiques sur *«l'hypocrisie»* de ses deux voisins d'extrême droite, à entendre l'écologiste Marie Toussaint rappeler les positions rétrogrades de François-Xavier Bellamy sur l'IVG ou le communiste Léon Deffontaines réussir un nouveau coup gagnant contre un Jordan Bardella obsédé par *«Staline»*, on se dit qu'il y a, dans cette campagne, des personnalités qui font avancer la gauche.

«Je le dis amicalement à tous mes amis de gauche, on ne lutte pas contre l'extrême droite et les macronistes en remettant en cause la retraite à 60 ans», avait lancé Aubry juste avant que Glucksmann ne lui réponde : *«Lâchez-moi les baskets !»* Surtout, on ne lutte pas contre l'extrême droite en tentant d'affaiblir le reste de la gauche. C'est aussi une des leçons de 2022. Et Manon Aubry, ces temps-ci, a tendance à l'oublier.

LILIAN ALEMAGNA

A lire en intégralité sur *Libé.fr*

Nuages

La mission européenne EarthCare – avec une participation japonaise – devait décoller dans la nuit de mardi à mercredi pour étudier les nuages dans toute leur verticalité et comprendre leur effet sur le climat, selon qu'ils rafraîchissent ou réchauffent l'atmosphère. Parfois uniformes et opaques, pommelés ou moutonneux : depuis le plancher des vaches, il est difficile de se rendre compte à quel point leur structure se développe en trois dimensions, complexe et irrégulière, sur plusieurs kilomètres d'altitude. Cette sonde est très attendue par les météorologues et les climatologues. **C.Gé.**

A lire en intégralité sur *Libé.fr*


Maxime Perez-Zitvogel, Victoria Leroy et Lucille Zolla, cofondateurs de la Maison perchée.



Inauguré en 2022, le lieu est fait pour – et par – des

Entraide entre malades psychiques «J'arrive de mieux en mieux à parler de ce que je vis»

La «pair-aidance» fait peu à peu son chemin en psychiatrie. A Paris, la Maison perchée, un lieu consacré à cette approche, a ouvert en 2022. Un changement important dans un milieu en proie à une crise de moyens inédite.

Par **ZOÉ NEBOIT**
Photos **YANN CASTANIER. COLLECTIF FOCUS**

«Plus on est de fous, plus on a besoin de sous!» Le slogan est écrit en grosses lettres à la craie derrière le bar en bois. La Maison perchée tient ses promesses: autodérision et transparence sont les mots d'ordre au 59 avenue de la République. Inaugurée fin novembre 2022 à Paris, la Maison est un lieu associatif fait pour et surtout – c'est là qu'il est atypique – par des adultes de 18 à 40 ans atteints d'une maladie psychique: schizophrénie, bipolarité, trouble borderline. Tout commence au printemps 2020, en plein confinement. Victoria Leroy a 26 ans. Cela fait deux ans qu'elle vit avec le diagnostic de son trouble bipolaire psychotique après *«une première grosse décompensation»*, qui désigne la rupture de l'équilibre psychique d'une personne et dans le cas de la bipolarité, qui peut mener à un état dépressif ou maniaque. Victoria cherche alors son équilibre entre son travail de designer, sa vie personnelle et sa santé mentale. Au début de la pandémie, elle est hospitalisée à Sainte-Anne. Dans la cour de l'hôpital, comme n'importe qui alors, Victoria fait des visios avec ses amis: Maxime Perez-Zitvogel, Lucille Zolla et Caroline Matte.

«TOUCHER LE FOND»

Les deux premiers souffrent respectivement de bipolarité et de schizophrénie. Caroline, elle, n'est pas directement concernée mais est très sensible au sujet. Leur rencontre est le fruit, selon Maxime, *«d'un désir profond de changement»*, pour eux qui ont *«vécu l'enfer»*, ajoute-t-il en faisant allusion à leur expérience commune en hôpital psychiatrique. Maxime est, à l'époque, un militant actif avec l'animation de son groupe Facebook «Bipolaire et fiers et fières», créé en 2018. Mais c'est là, au plein milieu de la pandémie, que les quatre amis réalisent combien le manque d'espace d'écoute et de soutien est pesant. Même à Sainte-Anne, si l'entraide entre patients existe, *«c'est difficile d'y puiser de l'espoir, parce qu'on est tous au fond du trou»*, expose Victoria. *«Elle est là la tragédie avec la psychiatrie,* rebondit Lucille, *on doit toucher le fond pour être aidés. Dans nos vies, il n'y a pas d'entre-deux.»* C'est ainsi que Victoria, Lucille, Maxime et Caroline posent les fondations de la Maison perchée autour d'une idée d'apparence simple, mais aux possibilités révolutionnaires: la «pair-aidance».

Si le terme d'aidant est devenu, depuis quelques années, un élément de langage cou-


Au sein de la Maison, la Cafête perchée est



adultes atteints d'une maladie psychique.



La Maison perchée se voit comme un laboratoire de pair-aidance.

rant, ce concept voisin est encore méconnu. La pair-aidance, le fait de s'entraider entre personnes souffrant de la même maladie, a été théorisée dans les années 70 aux Etats-Unis, à l'époque où émergent les premiers élans de contestation des institutions psychiatriques. La notion clé de la pair-aidance, c'est un savoir qui s'acquiert non pas par l'enseignement ou le raisonnement, mais par l'expérience. C'est l'idée que ce qu'une personne a vécu possède une valeur en soi. Qu'en se retrouvant dans le visage de l'autre, on en ressorte grandi.
La Maison perchée, elle, se voit comme un laboratoire de pair-aidance. Au premier plan, il y a la Cafête perchée, tout en bois et plantes, visible depuis la rue, et accessible au public. Aujourd'hui, c'est la bénévole pair-aidante Elsa Decool, 40 ans, ancienne data manager et diagnostiquée bipolaire à 29 ans qui tient la boutique: *«Il arrive que quelqu'un vienne s'asseoir, prenne un thé, et se mette à discuter de sa maladie pour la première fois avec quelqu'un d'autre qu'un psychiatre.»*



ouverte au grand public.

FORMATION DE QUATRE MOIS

Derrière un épais rideau jaune, deux fauteuils se font face dans un espace qui peut se cloisonner en faisant glisser le tissu: c'est le Nid. Proposé aux primo-arrivants, le Nid donne lieu à un échange en tête-à-tête avec un bénévole pair-aidant. Enfin, au fond du local, la salle principale est investie par la Canopée. Ce programme pour jeunes adultes est le cœur battant du projet: il prévoit des groupes de parole, des ateliers artistiques ou encore des cafés thématiques. Le tout, orchestré en grande partie par des bénévoles pair-aidants.
Repérés par l'association, ces membres de la communauté passent par une formation de quatre mois. Natacha, 33 ans et atteinte d'un trouble borderline, fait partie de la promotion de ce printemps. Ses premiers symptômes remontent à l'enfance, mais il aura fallu *«plusieurs années d'errance médicale»* avant que ne tombe son diagnostic, il y a un an. La pair-aidance, elle s'y est sentie *«appelée»*, pour les autres mais aussi pour elle: *«Depuis que je m'investis ici, j'arrive de mieux en mieux à parler de ce que je vis à mes proches. Doucement, je pave le chemin.»* Elsa Decool acquiesce: *«Aider, c'était mon objectif dans la vie, mais c'est la maladie qui m'y a mené.»* Elle trouve dans cette relation d'aide horizontale *«un moyen d'avancer moi aussi, sur [son] chemin de rétablissement»*, ce processus à travers lequel un usager trouve un équilibre et parvient à vivre avec la maladie (qui ne disparaît jamais), selon des critères qui lui sont propres.
A part lors des Nids, qui ne se mettent en place qu'une seule fois par personne aidée, le fonctionnement de la structure s'organise sur le mode collectif. Pour Victoria Leroy, c'est même là que réside le cœur du projet: *«Les pair-aidants n'ont pas vocation à devenir des référents et encore moins des psys. La relation se fait par le groupe. Parce que le vrai pair-aidant, ici, c'est la communauté tout entière.»* Chacun opine. Il y a peu, un membre a vécu *«une crise suicidaire»* en pleine Maison. La situation a été *«tellement bien gérée, sans paniquer»* par le collectif, que la personne est revenue le lendemain. Victoria insiste sur cet élément temporel: *«Ça veut dire qu'il n'avait pas honte devant nous de ce qu'il avait vécu. Je me suis dit à ce moment précis: "On a réussi".»*
Le succès d'un lieu comme la Maison perchée, qui recense 9 salariés et depuis peu une psychologue, 35 pair-aidants et une communauté de 1600 membres, regroupant la Canopée et la Boussole (un programme pour les proches) est le signe d'un puissant désir de changement. De la société, mais surtout de l'institution psychiatrique. Depuis la crise sanitaire, les services connaissent un état de délabrement inédit. Une enquête de la Fédération hospitalière de France diffusée en septembre 2023 pointait qu'au 31 décembre 2022, un quart des établissements avaient été contraints de fermer entre 10% et 30% de leurs lits. Avant 2020, ils n'étaient que 5%.
Mais, au cœur de la tempête, *«le parent pauvre de la médecine»* n'est pas imperméable aux nouvelles idées comme la pair-aidance. Les membres de la Maison en sont la preuve. Depuis 2021, Lucille Zolla est MSP: médiatrice de santé-pair à Sainte-Anne. Un travail pour lequel elle est qualifiée et diplômée. La cofondatrice fait partie des 180 MSP formés par un programme pionnier initié par le Centre collaborateur de l'OMS (CCOMS) de Lille en 2012. Ce programme a donné lieu, en 2018, à une licence professionnelle en alternance à l'université Sorbonne Paris Nord. C'est là que Lucille a été formée, mais aussi Elsa et d'ici *«un ou deux ans»*, Natacha. Parallèlement, depuis 2012, plusieurs diplômes universitaires (DU), des formations préparées à l'université mais pas reconnues par le ministère de l'Enseignement supérieur, ont été créés à Grenoble, Tours ou Lyon.
Nicolas Franck, psychiatre au centre hospitalier lyonnais Le Vinatier, est à l'origine de la création du DU pair-aidance en santé mentale et neurodéveloppement de l'université Lyon I. Pour lui, la présence de pair-aidants *«n'est pas seulement judicieuse, elle est indispensable, parce qu'ils incarnent le rétablissement»*. En tant que chef de pôle, il a participé depuis 2017 à la recrue de treize pair-aidants professionnels dans ses services, *«non sans peine»* au début. A l'époque des premières expérimentations, une partie du corps médical était réticente. Parmi les principales craintes, celle que les pair-aidants se substituent à des postes de soignants et qu'ils n'aient pas suffisamment de recul sur leur maladie.

> «Des patients nous confient des choses qu'ils n'auraient jamais exprimées à un soignant.»
> **Alexandra** médiatrice de santé-pair

INTERLOCUTEURS INÉDITS

Bérénice Staedel, coordinatrice du programme du CCOMS, a elle aussi vécu la création de la licence MSP comme une *«bataille»*. Aujourd'hui, si l'on exclut *«une partie des anciennes générations de psychiatres»*, le changement de *«mentalités»* est à ses yeux frappant. Bien sûr, les expériences négatives existent, mais de plus en plus de pair-aidants professionnels intègrent avec succès des établissements. *«Ce sont des salariés comme les autres. Comme tout le monde, ils ont des difficultés, des arrêts, mais leur maladie ne les empêche en rien d'effectuer ce travail»*, martèle Nicolas Franck. Sur 177 diplômés de la licence MSP depuis 2012, 147 exercent aujourd'hui.
A l'université Montaigne de Bordeaux, où une deuxième licence MSP a vu le jour en 2022, les étudiants ont entre 30 et 55 ans et viennent de professions aussi diverses que le marketing ou l'immobilier. Avec des parcours en psychiatrie et parfois aussi en addictions, tous ont fait l'expérience d'un monde du travail inadapté pour eux. *«J'étais trop vieux pour faire l'armée et trop délinquant pour rentrer dans la police»*, plaisante Bruno, la cinquantaine. Le grand barbu effectue son contrat à Addictions France et, mélomane, travaille actuellement sur un projet de groupe de parole qui fonctionnerait avec des playlists à composer. *«Face à quelqu'un dans le déni, je fais de moi un exemple. Je lui dis: "Tu veux finir comme moi?"»* Le secret est de parvenir à *«doser»* avec l'usage du *«dévoilement de soi»*, un outil utilisé dans le milieu du soin mais qui est ici central. Une fois cet équilibre trouvé, leur mélange d'expérience personnelle et de recul fait d'eux des interlocuteurs inédits. *«Des patients nous confient des choses que, de leur propre aveu, ils n'auraient jamais exprimées à un soignant»*, constate Alexandra, 40 ans, salariée d'un établissement public de santé mentale.
Laurent, 55 ans, ancien forestier, garde un souvenir ému de la pair-aidance qui existait déjà chez les Alcooliques anonymes qu'il a fréquentés, considérés comme des pionniers en la matière. Il se voit à son tour comme *«quelqu'un qui pose une passerelle sur le parcours des gens»*. Si le monde du soin est de plus en plus enclin à leur faire une place, ces anciens usagers rétablis ont le sentiment d'avoir à mener un double travail. *«C'est une sorte de mission sous-marin*, explique Clara, postée dans le service de réhabilitation d'un hôpital psychiatrique. *On doit, discrètement, faire évoluer des siècles de représentations.»*



A Bordeaux, de l'eau dans le gaz des piscines

Géothermie, panneaux solaires, bassin nordique… La ville a engagé un vaste chantier de rénovation de ses bassins municipaux en utilisant des techniques moins énergivores.

A la piscine Judaïque de Bordeaux, le 21 mai. Elle sera chauffée par des eaux géothermales à l'issue des travaux.

Par
EVA FONTENEAU
Correspondante à Bordeaux
Photos **RODOLPHE ESCHER**

Marcher au fond d'un bassin olympique complètement vide, l'expérience est déroutante. Elle permet surtout d'imaginer la quantité d'eau colossale nécessaire pour le remplir. Et l'énergie qu'il faut mobiliser pour le maintenir à 28 degrés toute l'année. A Bordeaux, le grand bain de la piscine Judaïque, un bijou architectural Art déco construit en plein centre-ville au milieu des années 30, est en phase de rénovation du sol au plafond jusqu'au début de l'été 2024. Dès juin et jusqu'à mars 2025, ce sera au tour du petit bassin de troquer l'odeur du chlore, le clapotis de l'eau et le brouhaha des baigneurs contre les échafaudages et les casques de chantier. L'objectif est de rendre la piscine municipale – l'une des cinq que compte la ville – plus accessible, plus accueillante et, avant tout, moins gourmande en énergie.

Avec 280 000 baigneurs annuels, c'est le bâtiment municipal le plus énergivore de Bordeaux, l'équivalent de 5% des factures de gaz de la ville. *«Un gouffre énergétique et financier*, insiste l'adjoint au maire chargé de la sobriété dans la gestion des ressources naturelles, Laurent Guillemin. *Deux autres piscines, également en travaux, font partie du top 10. Leur modernisation est devenue une nécessité.»* Contrairement à ce que l'on peut imaginer, *«ce n'est pas l'eau qui demande le plus d'énergie, c'est chauffer l'air à 28 degrés»*, détaille l'élu, ingénieur spécialiste de l'énergie de formation.

«IL Y A UN SÉRIEUX CONSTAT DE VÉTUSTÉ»

A l'instar de Bordeaux, nombre de collectivités, propriétaires à plus de 80 % des piscines publiques en France – invariablement déficitaires –, multiplient les chantiers d'envergure pour réduire leurs factures. *«Deux tiers des piscines ont été construites avant 1995, et n'ont pas connu de rénovations lourdes depuis. Il y a un sérieux constat de vétusté»*, établit Simon Blin, responsable affaires publiques et développement durable à l'Association nationale des élus en charge des sports (Andes). En France, 75% des quelque 4 000 piscines publiques sont encore chauffées au gaz, une énergie carbonée. *«La crise a donné un coup d'accélérateur pour moderniser les équipements et rationaliser les coûts»*, constate Sébastien Tison, conseiller sport culture numérique pour France urbaine, l'association transpartisane des grandes villes, agglomérations et métropoles.

Depuis l'invasion de l'Ukraine et l'envolée des coûts de l'énergie, Bordeaux a baissé de 1,5 degré la température de l'eau, ce qui a permis d'économiser jusqu'à 6 % de l'énergie consacrée au chauffage du bassin. Acculées, certaines collectivités ont dû se résoudre à fermer leurs piscines municipales, le budget de fonctionnement atteignant parfois jusqu'à 20 % de celui de la commune. Intenable.

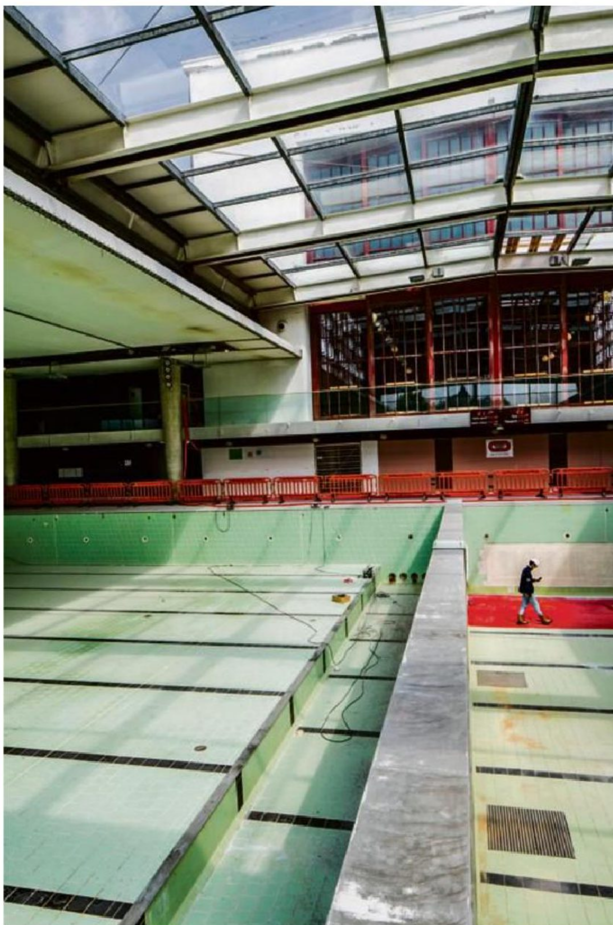
NOUVELLES CENTRALES DE TRAITEMENT D'AIR

Le 21 mai, les yeux tournés vers l'immense verrière de Judaïque, on tente de se représenter le coût en chauffage d'un bâtiment de 12 000 mètres carrés dont les plus hauts plafonds culminent à 7 mètres. *«Deux tiers de la facture*, soupire l'adjoint. *Pour une note globale d'un demi-million d'euros à l'année (eau, électricité et gaz). C'est colossal.»* Afin d'améliorer ces performances, la ville a optimisé l'isolation thermique, en repensant la toiture, investi dans de nouvelles centrales de traitement d'air, remplacé les portes d'entrée par des portes automatiques et elle va installer un système de récupération de chaleur de l'eau des douches. Au total, environ 600 000 euros de travaux.

Mais surtout, les élus de la majorité écologiste, en lien avec les services de Bordeaux Métropole, étudient un trésor souterrain «au potentiel sous-exploité»: l'eau géothermale d'une cinquantaine de degrés qui coule dans les sous-sols du quartier. Un puits de forage et une centrale géothermique existent depuis une quarantaine d'années pour chauffer des bâtiments publics comme l'hôtel de ville ou celui du département. *«C'est un système plus vertueux. Mais à l'époque où le kW/h n'était pas aussi cher, on ne s'en servait qu'à la marge, tant que la piscine fonctionnait, ça ne choquait personne»*, précise l'adjoint.

Grâce à cette solution, la municipalité espère faire jusqu'à 40% d'économie sur la facture de gaz. Le sujet est d'autant plus actuel que les acteurs du sport s'attendent à une hausse du nombre de pratiquants





La ville a également optimisé l'isolation thermique en repensant la toiture.

après les Jeux olympiques, alors même que les créneaux sont déjà saturés.

A la piscine du Grand Parc, dans le nord de la ville, le bâtiment, lui, sera relié au réseau de chaleur urbain, alimenté par la géothermie et le bois pour limiter la casse. Des panneaux solaires posés sur le toit produiront une grande part de l'électricité nécessaire pour couvrir les besoins en eau chaude sanitaire. *«La plus grosse réduction de consommation, c'est aussi la régulation : l'équipement qui permet de piloter des installations et de savoir ce qui va fonctionner, à quel moment, à quel niveau et pourquoi»*, analyse l'adjoint au maire Laurent Guillemin. A l'ouest de Bordeaux, la piscine Stéhelin va être convertie en piscine nordique : un bassin extérieur ouvert toute l'année, afin d'éliminer ces dépenses. Dans l'intercommunalité, qui compte 24 piscines, celles de Lormont et Cenon miseront sur la chaleur issue d'une usine d'incinération pour plus de sobriété. A Bruges, plus au nord, la future piscine pourrait être alimentée grâce à la récupération de la chaleur d'un data center.

> **«Au-delà de l'aspect environnemental, nous voulons que chaque habitant ait une piscine à moins de quinze minutes de chez lui.»**
>
> **Brigitte Bloch** vice-présidente de Bordeaux Métropole

FACILITER L'APPRENTISSAGE DE LA NATATION

«Construire ou rénover une piscine coûte de plus en plus cher : pas moins de 150 millions d'euros ont été dépensés en moins de dix ans entre les investissements des communes et la métropole», complète Brigitte Bloch, vice-présidente de Bordeaux Métropole. Leur rénovation participe d'un choix politique assumé. *«Au-delà de l'aspect environnemental, nous voulons que chaque habitant ait une piscine à moins de quinze minutes de chez lui, pour faciliter l'apprentissage de la natation et accueillir des grandes compétitions»*, ajoute-t-elle.

Pour le président de l'Andes, Patrick Appéré, l'Etat doit *«prendre sa part»* à l'échelle du pays : *«Il doit proposer un effet levier, même si les collectivités restent et resteront le premier financeur du sport en France»*. L'association milite pour que 1% du budget de la nation soit attribué au sport d'ici à 2030. Considérant que *«les récentes coupes sur le budget alloué au sport par Bercy ne sont pas des signaux positifs»*, l'Andes réclame notamment un plan national, sur le modèle du plan «mille piscines» des années 70. L'opération avait donné naissance aux «piscines tournesol» et contribué à démocratiser l'apprentissage de la natation.

Dans le Sud, les bassins perdent un tour de taille

Dans les Alpes-Maritimes et le Var, la demande pour des bassins de moins de 10 mètres carrés explose. En cause : le manque d'eau mais aussi la pénurie de foncier et le souci d'économie fiscale.

La bouée toucan est encombrante. Elle occupe toute la vitrine de la boutique de Diffazur, pisciniste à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes). L'animal gonflé serait bien à l'étroit pour barboter dans un petit bassin. C'est pourtant la nouvelle demande de ce constructeur, leader européen des piscines et des spas en béton projeté. *«Il y a une tendance mini-piscines,* expose le directeur commercial, David Nivalle. *On a senti une demande de bassins plus petits, plus cosy. Ce marché est de plus en plus porteur.»* Les surfaces de moins de 10 mètres carrés sont en vogue, à cause de leur fiscalité avantageuse et de leur image plus écologique.

A Six-Fours-les-Plages, dans le Var, Arnaud Halatre sort d'un rendez-vous pour une piscine de 5 mètres par 2 mètres. Soit exactement 10 mètres carrés. Ce format réduit représente la moitié des devis de ce pisciniste : *«Avec une surface de plan d'eau de moins de 10 mètres carrés, il n'y a pas de déclaration de travaux* [sauf à proximité des sites classés, ndlr]. *C'est plus léger en administratif,* note le gérant d'ARC Piscine. *Il n'y a pas de taxation. Entre 100 et 200 euros par an d'économie sur l'imposition, ce n'est pas négligeable.»* Il faut compter 27 000 à 30 000 euros pour installer une mini-piscine neuve, avec les options : traitement de l'eau automatique, chauffage, volet de sécurité, nage à contre-courant et bulles de balnéo.

«Bien-être». La fédération des professionnels de la piscine et du spa confirme que, partout, les bassins rétrécissent. *«La taille des piscines enterrées est ainsi passée de 42 mètres carrés en moyenne avant 1991 à 29 mètres carrés pour celles construites à partir de 2019,* note-t-elle. *D'une piscine très orientée natation, dans les années 80-90, on est progressivement passé à une piscine davantage tournée vers la détente et la convivialité.»* Parmi le millier de bassins installés par Diffazur chaque année, 150 sont toutes petites. Le constructeur a sorti une gamme spécifique nommée «Ixess» et a lancé une campagne de publicité. *«Avant, les gens disaient : je ne veux pas une baignoire,* dit David Nivalle. *Aujourd'hui, on est dans l'opposé. Une piscine, ce n'est pas pour s'entraîner aux JO. C'est avant tout un espace de bien-être, de convivialité.»*

«Barbecue». Près de la mer, les terrains sont étroits et chers. *«C'est aussi une question de place,* fait remarquer Véronique Stamm, de Piscine Soleil Service, à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes). *La Côte-d'Azur est bien urbanisée.»* Les propriétaires manquent d'espace. Caroline, 57 ans, voulait garder un coin pour *«le barbecue et une grande table à manger»*. Alors elle a opté pour un bassin type jacuzzi. On peut y patauger à cinq. *«Si je veux faire des longueurs, je vais à la mer»*, dit-elle. Pascal, lui, hésite à construire une piscine sur son terrain de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes). *«Il y a de plus en plus de restrictions d'eau. Au niveau du stress hydrique, ça vaut plus le coup de faire un petit bassin pour se rafraîchir,* estime cet employé des pompes funèbres âgé de 45 ans. *Je me mettrai une limite à 15 mètres carrés.»* L'été dernier, la préfecture a déclenché une alerte sécheresse assortie de restrictions d'eau, allant jusqu'à l'interdiction du remplissage des piscines.

A Six-Fours-les-Plages, Arnaud Halatre vient de finir un chantier. La taille du bassin ancien a été divisée par deux pour laisser plus de place au jardin et à la terrasse. *«Ça arrive régulièrement»*, souligne le pisciniste. Cette année, trois réductions sont encore notées dans son carnet de commandes.

MATHILDE FRÉNOIS
Correspondante à Nice



En 2023, lors de la journée de mobilisation en faveur des travailleurs précaires, devant l'Unédic, à Paris. PHOTO GAUTHIER BEDRIGNANS. HANS LUCAS

Assurance chômage, une réforme injuste et injustifiée

Avec les annonces de Gabriel Attal durcissant davantage les conditions d'accès à l'assurance chômage, le gouvernement se trompe à nouveau de cible. Il privilégie les plus aisés au détriment des plus précaires.

«*Nous ne voulons pas augmenter les impôts donc il faut travailler davantage.*» C'est en ces termes que le Premier ministre, Gabriel Attal, a justifié la nouvelle réforme de l'assurance chômage dimanche. Cette prise de position intervient peu de temps après l'annonce d'un dérapage du déficit public à 5,1% du PIB en 2023, contre 4,5% initialement prévus. Dans sa recherche d'économies budgétaires, le gouvernement se trompe de cible en visant une fois de plus l'assurance chômage. En agissant ainsi, le gouvernement donne l'impression, depuis sept ans, de privilégier des décisions budgétaires inéquitables. D'un point de vue budgétaire, l'assurance chômage est à l'équilibre, il n'est donc pas justifié de chercher à y faire des économies en priorité. Les comptes de l'Unédic, l'organisme gestionnaire de l'assurance chômage, sont excédentaires depuis 2021, et un excédent est prévu en 2024 à hauteur de 3,8 milliards d'euros (1). Ces résultats sont le fruit des trois réformes précédentes (2018, 2022, 2023) et du dynamisme du marché du travail.
Ceci n'est par exemple pas le cas du système de retraites, malgré la réforme engagée en 2023. Rappelons que la revalorisation des pensions de retraite de 5,3% en début d'année 2024 a eu un impact budgétaire de 14 milliards d'euros, au profit d'une population en moyenne plus aisée que les actifs (2). L'annonce d'une quatrième réforme de l'assurance chômage apparaît ainsi en décalage avec les nécessités d'équilibrage budgétaire de notre système de protection sociale.

DES RÉFORMES QUI CREUSENT LES DÉFICITS

Alors que le gouvernement cherche des pistes d'économies pour corriger une trajectoire budgétaire plus dépréciée que prévue en 2023, il est utile de rappeler que ce dérapage est en partie le résultat des baisses d'impôts consenties ces dernières années. Depuis 2017, les réformes fiscales ont conduit à une perte de recettes estimée à près de 60 milliards d'euros par an (3), notamment à travers la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la baisse de l'impôt sur les sociétés, passé de 33,33% à 25%. Ces mesures, justifiées à l'origine par leur impact positif anticipé sur l'activité économique, n'ont pas eu les effets escomptés. Comme l'exprime l'expert en finances publiques François Ecalle lors d'une audition récente au Sénat (4), ces baisses d'impôts ont surtout creusé les déficits.

Par
SIMON-PIERRE SENGAYRAC


DR

Expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, professeur de finances publiques à Sciences-Po Paris

Or c'est pour réduire ces déficits que le gouvernement justifie aujourd'hui des coupes budgétaires dans les politiques de solidarité, comme l'assurance chômage.

UN CALCUL BUDGÉTAIRE INCERTAIN

Plus encore, les allégements fiscaux engagés depuis 2017 ont principalement bénéficié aux plus aisés. L'Institut des politiques publiques (IPP) a ainsi mis en évidence que les 1% des ménages les plus aisés avaient gagné en moyenne quatre fois plus grâce aux baisses d'impôts que les 5% des ménages les plus modestes (5). Par exemple, la suppression de l'ISF a bénéficié aux 350 000 foyers parmi les plus riches, représentant une perte de 4,5 milliards d'euros par an pour les finances publiques (6). De même, les allègements fiscaux sur les revenus du capital ont entraîné un transfert significatif de richesse vers le sommet de la pyramide sociale. En revanche, les classes moyennes et les plus modestes ont surtout pâti des réductions de certaines prestations sociales (allocation logement, indemnités chômage). La réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans une continuité de décisions politiques qui privilégient les plus favorisés aux dépens des plus vulnérables.
Les effets cumulatifs des réductions de dépenses sociales sur les classes moyennes et populaires et des baisses d'impôts au profit des plus aisés risquent de creuser davantage les inégalités. En restreignant l'accès aux allocations chômage (l'éligibilité serait fixée à huit mois travaillés sur une période de vingt mois), cette réforme va directement toucher les plus précaires, notamment les personnes en fin de contrats à durée déterminée ou en période d'essai. Les moins de 25 ans notamment, qui ne sont pas éligibles au RSA, pourraient ainsi se trouver sans emploi et avec très peu de ressources. Au-delà des conséquences sociales potentielles d'une telle réforme, le calcul budgétaire de cette réforme est incertain : les économies générées par la réforme de l'assurance chômage (estimées à 3,6 milliards d'euros) pourraient être compensées par la hausse du recours au RSA. Ceci aurait pour conséquence de fragiliser l'équilibre budgétaire des départements, chargés du versement de cette prestation.
Le système français d'indemnisation du chômage repose essentiellement sur un principe assurantiel: le chômage est un droit contributif, calculé par rapport à des cotisations versées. Par ses réformes successives, l'Etat fragilise progressivement ce principe fondateur de notre système de protection sociale. Pour corriger ses erreurs de pilotage budgétaire, le gouvernement décide ainsi de poursuivre la fragilisation du tissu social, au détriment de mesures plus justes comme des hausses d'impôts ciblées ou une véritable politique d'efficacité de la dépense publique.

(1) Prévisions financières de l'Unédic, février.
(2) Insee, «Portrait social 2023», novembre 2023.
(3) Cour des comptes, «Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques», 2023.
(4) Mission d'information sur la dégradation des finances publiques depuis 2023, audition conjointe d'économistes, Sénat, 15 mai.
(5) Effets redistributifs des mesures sociofiscales du quinquennat 2017-2022 à destination des ménages, Institut des politiques publiques (IPP), mars 2022.
(6) Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital – Rapport final, France Stratégie, octobre 2023.

IDÉES/

Il faut protéger l'exception culturelle européenne

La variété des films présentés à Cannes démontre que la culture n'est pas une marchandise comme les autres. L'Europe ne peut pas devenir un sous-traitant culturel des concurrents américains.

Le Festival de Cannes vient de fermer les portes de sa 77e édition. Au menu de la plus grande manifestation et du plus gros marché du cinéma au monde : 12 films européens en lice pour la palme d'or et 115 en compétition dans l'ensemble des catégories. Le cinéma européen, cette année encore, fait preuve de son extraordinaire vitalité. Déjà, l'année dernière, Justine Triet remportait la palme d'or avec *Anatomie d'une chute*, avant de triompher dans le monde entier en remportant plus d'une trentaine de récompenses. Ce résultat ne doit rien au hasard. Il est le fruit d'un modèle européen de création qui permet au secteur du cinéma de continuer à produire des films variés et de qualité. Un secteur qui fait rayonner l'Europe dans le monde, pèse plus de 130 milliards d'euros et emploie près de 8 millions de personnes en Europe. Mais ce modèle est aujourd'hui remis en cause et fragilisé par des concurrents, notamment américains, qui ne souhaitent plus simplement conquérir une part du marché européen mais bien le dominer tout entier. Une stratégie agressive à visée hégémonique.

Pendant trop longtemps, les dirigeants politiques européens ont abandonné le secteur de la culture en général et du cinéma en particulier, négligeant son importance et sa spécificité, non seulement comme secteur d'excellence économique mais aussi comme élément central de notre démocratie et de notre autonomie stratégique. Dans un monde où les blocs se sont reformés, où les imaginaires et les visions du monde se confrontent, où la démocratie est attaquée, le soutien au cinéma européen n'est pas un choix, un supplément d'âme, mais une obligation, une nécessité vitale.

La mère des batailles sera de maintenir l'exception culturelle européenne. La culture n'est pas une marchandise comme les autres et ne doit pas être traitée dans le cadre du marché unique. Cela passera notamment par l'exemption du secteur audiovisuel dans les négociations entre l'OMC et la Commission européenne. Ensuite, il s'agira de préserver et promouvoir la structure de financement sur-mesure, redistributive et parfaitement adaptée aux besoins du cinéma. Rappelons ainsi qu'en France, les aides publiques octroyées au secteur du cinéma sont largement autofinancées puisqu'elles proviennent de taxes sur la vente de places de cinéma, sur les services de télévision et sur la vidéo et les services de vidéo à la demande. Les blockbusters américains contribuent donc à financer le cinéma français dans sa diversité. Autrement dit, Disney finance Triet.

Nécessité vitale

Par ailleurs, grâce à une mise en œuvre exigeante de la directive Services de médias audiovisuels (SMA), les plateformes de streaming vidéo telles que Netflix, Amazon ou Disney + sont désormais tenues d'investir au moins 20 % du chiffre d'affaires réalisé en France dans le financement de créations françaises, notamment indépendantes, au même titre que les chaînes de télévision. Or, c'est justement ce principe que certaines plateformes tenteront de remettre en cause, au nom du libre jeu du marché.

Il faudra également se battre pour le maintien de l'exemption accordée au secteur audiovisuel concernant l'exclusivité territoriale. Ce modèle permet en effet d'assurer aux investisseurs une exclusivité d'exploitation dans le temps, sur leur média et sur leur territoire. C'est la condition *sine qua none* d'un accès pérenne aux financements privés du secteur cinématographique et audiovisuel. Sans cela, le risque est grand d'assister à une augmentation des coûts de diffusion couplée à une diminution des financements disponibles, ce qui affecterait à la fois la qualité et la quantité des œuvres produites.

Autre défi : la défense des œuvres face à l'irruption de l'intelligence artificielle et la remise en cause de notre modèle de protection du droit d'auteur. Le droit d'auteur est en effet la clé de voûte de tout le secteur puisqu'il assure la juste rémunération des acteurs ; il permet aux auteurs de vivre de leur métier et aux producteurs d'avoir un patrimoine garant de leur indépendance. C'est la raison pour laquelle nous devons en maintenir les spécificités et protéger les détenteurs de droits européens, notamment face aux systèmes d'IA qui s'entraînent sur des données protégées, sans même les avertir et encore moins s'assurer des autorisations et des rémunérations nécessaires. Pour cela, nous proposons d'imposer l'identification des œuvres et des données protégées par le droit d'auteur tout au long de la chaîne et la mise en œuvre de sanctions effectives à l'encontre des fournisseurs d'IA génératives qui ne respectent pas ce droit.

Marchandise

Les prochaines années seront cruciales pour la culture et le cinéma ? L'existence même de ce secteur dépendra des choix de l'Union européenne. Décidera-t-elle de traiter la culture comme une simple marchandise ? De toucher à son financement ? De remettre en cause la chronologie des médias ? Si oui : préparons-nous à l'effondrement d'un secteur économique de premier plan et à une destruction massive d'emplois. Pour nous, la ligne est claire. Pas plus que nous n'accepterons que la transition verte soit «Made in China», nous n'accepterons que le secteur culturel devienne «Made in USA». Nous avons vu les ravages d'un tel aveuglement sur des secteurs européens tels que les panneaux photovoltaïques. Nous ne laisserons pas la même chose se produire avec notre cinéma. Il ne s'agit pas pour nous de tenir un discours antiplateformes mais de défendre la pérennité de notre industrie et la diversité culturelle de notre continent. Nous n'accepterons pas que la politique culturelle de l'Union soit dictée par des acteurs étrangers, ceux-là mêmes qui voudraient faire de l'Europe leur fabrique des images et un sous-traitant culturel. L'Europe doit sortir de cette naïveté coupable pour enfin protéger ses secteurs et ses acteurs d'excellence. Dans le domaine de la culture, aussi, elle doit se réveiller.

Par
AURORE LALUCQ


EP

Eurodéputée, porte-parole de Raphaël Glucksmann

SIGNÉ COCO





«Fainéant-es» Karim Dridi déclare sa flemme

Dans un geste politique fort, le cinéaste met en scène sans angélisme ceux que le cinéma laisse d'habitude hors cadre: deux femmes tendance punk à chiens incarnées par des actrices inconnues qui s'embarquent dans un road-trip au son de tôle et d'accordéon.

Par
CAMILLE NEVERS

Ne travaillez jamais. L'oisiveté, la paresse, la fainéantise, le chômage sont tout ce que le gouvernement vertical combat, le «vide» dont notre culture sociale a peur, un péché capital aux yeux du *Capital* et la mère de tous les vices. Lisez *Eloge de l'oisiveté* de Bertrand Russell et voyez *Fainéant-es* de Karim Dridi. Le *farniente* militant, les vies vagabondes, les «non-productifs» laissés pour compte signalent les thèmes d'un film qui abat inversement une somme énorme de travail, mais sous forme de pratique solidaire et collective, se choisissant le gouvernement horizontal des routardes et zadistes, les protestations d'amitié amoureuse entre filles, deux «frangines»: Nina et Djoul. Le film, dès son titre, annonce la couleur, l'accidenté, la ligne sans boussole, le rebrousse-poil des vies de chiens et l'écriture inclusive assumée.

RARE DISCERNEMENT

«Fainéant»: faire rien, faire le néant – le mot pris à la lettre. Pour bien filmer les *freaks*, le cinéma hors-norme de Dridi peuplé de «gueules» depuis trente ans, de *Pigalle* à *Chouf*, se rappelle l'humanité de Tod Browning, filmant des êtres qu'on ne regarde jamais, ou du coin de l'œil avec répugnance, dont il voit la beauté spécifique qu'il met au centre du monde. Dridi suit une idée complètement inédite, montrer ceux que le cinéma laisse hors cadre d'habitude, ou sur un bord de trottoir pour figurants crasseux: les «punks à chiens». Son idée soudain lumineuse place plein cadre les zadistes, les teufeurs, les pouilleux invisibles (hors flashs des JT Bolloré-boueux). Qui plus est, il tourne sans stars pour business-plan, tenant la gageure d'employer des actrices inconnues. Celles-ci (Faddo Jullian et JU.), qui composent et transforment leur personnage, appartiennent au même milieu que la fiction ordonne, même mentalité et vie de grands chemins. Nina et Djoul, filles nomades en camion, Furiosas de France si on veut, et Dridi en George Miller terroir embarquent dans un road-movie de tôles, de piercing, de 8.6, de bruits de ferraille et d'accordéon. Les saisons et les mésaventures filent, comme les ellipses.

Ici, c'est la normalité qui demeure à la marge, la famille au logis – une simple escale –, et le travail (la valeur travail) est le prétexte à partir d'un fou rire ivre. La vie punk de Nina et de Djoul, SDF et galériennes selon les tours d'adversité, se revendique de son errance inaccomplie. Seule vaut l'autonomie, la route et pas le but, pas la destination. *No future* reste un credo, mais pas comme le punk des seventies devenu, dans son futur tout de même advenu, vieux con nihiliste. *Fainéant-es* fait preuve à ce sujet d'un rare discernement: un punk à chiens, on voit bien, en 2024 du compteur sans futur, est le contraire du punk de salon tel qu'on en voit se répandre en dandys de la réaction dans les médias et les rédactions, grenouilles de l'intellectualisme raciste et masculiniste, néoconformistes nostalgiques de leurs années *rave* et Gibus. Le *no future* de Nina et Djoul, proches de Thelma et Louise non romantiques ou du *Boudu* de Renoir, ne tire aucune plus-value d'art, aucun capital et



Le film, dès son titre, annonce la couleur, l'accidenté, la ligne sans boussole, le rebrousse-poil des vies de chiens et l'écriture inclusive assumée.
PHOTO NEW STORY

CINÉMA/

aucune pose. Le film avance comme ça, troué, sans spéculer ou augurer de la suite, au petit bonheur la chance. Le récit de *Fainéant·es* n'engrange que sa propre dépense à vivre, parfois à survivre, à faire la route, la teuf, à creuser le sillon long du vagabondage et du droit à la paresse (abattant un boulot monstre quand il faut, puis passant son chemin).

WESTERN D'UN NOUVEAU GENRE

Ce faisant il s'agit de placer ce «milieu en marge» au centre de la fiction, au beau milieu donc, dans un geste consistant de mise en scène politique. Le travail au long cours de Dridi colle au circuit alternatif, révèle ce monde et cette économie parallèles, ces femmes-là inédites et cette amitié-là de western d'un nouveau genre. Dans la seconde partie, la rupture entre elles à cause d'un amant scinde le film qui alterne avec l'une au Nord et l'autre à Marseille, redoublant l'humeur buissonnière, l'inspiration ballotée entre vols, rixes, fausse couche, enterrement. Aucun angélisme chez Dridi, il faut rester sur ses gardes, y compris avec sa famille réelle ou d'adoption, et attendre de pied ferme le retour de l'amie, en chanson, dans un plan magnifique.

Sur le sweat de Djoul est inscrit: «Nomad no mad», pour dire le nomadisme pas fou de ce cinémad en roulotte. Un chien trouvé sortira cette fois vivant de la charge des CRS, la danse macabre, superbe, aura eu raison de faire fête à l'ami agonisant, à bout de souffle. Le tout sur un air de Colette Magny, de punk, de techno ou d'accordéon – «l'accord des on», ces anonymes sans dieu ni maître. Il n'y a plus d'horloge ici, il n'y a plus de temps.

FAINÉANT·ES* de *KARIM DRIDI
avec Faddo Jullian, .jU... 1h43.

«Le film est aussi politique dans les réactions qu'il provoque»

Karim Dridi revient sur les prémices de «Fainéant·es». La difficulté de trouver des financements et des soutiens, mais aussi la découverte d'actrices hors normes.

Karim Dridi, né à Tunis élevé à Paris, dit de lui-même qu'il se sent – dans l'ordre – cinéaste français (mais pas n'importe quelle France, celle de Victor Hugo, pas celle de Macron), métis, et méditerranéen. Il a filmé Marseille à trois reprises: la «trilogie» *Bye-Bye* (1995) *Khamsa* (2008), *Chouf* (2016). Et, dans *Fainéant-es*, y fait à nouveau escale au côté de Nina, son beau personnage vagabond. Chez Dridi la lumière douce du Sud le dispute à l'âcre nuit interlope, pleine de marginaux, déracinés, créatures des bas-fonds, gens du voyage, misérables entre Pigalle et quartiers Nord. Ancré dans un monde populaire peu ou pas filmé, on souhaite à ce nouveau long métrage, fait à la barbe du cinéma, de contribuer à revoir l'œuvre d'un cinéaste rare et acharné.

Qu'est-ce qui déclenche le désir de vous atteler au travail d'un film?

C'est toujours une rencontre. Les Américains définissent deux façons de raconter une histoire: soit en suivant les personnages, soit en construisant l'intrigue. Moi, ce n'est pas l'architecture d'une intrigue qui m'intéresse. Ça m'ennuie assez, même en tant que spectateur. Non, ce sont les personnages. Une personne rencontrée dans la vie, que j'imagine transposer en fiction. C'est le premier déclic. Le deuxième tient souvent à ce que ces personnes soient issues d'un milieu défavorisé, n'aient pas encore bénéficié d'un regard ni eu accès à la fiction. Pour *Fainéant·es*, cette absence de regard existant et la spécificité d'un groupe sont apparus lors de ma rencontre, il y a dix ans, avec Faddo Jullian. Dans un atelier sur le jeu d'acteurs, je découvre cette actrice complètement hors norme, qui vit en camion, fait la manche, etc. Rien que ça, la découvrir au milieu d'autres garçons et filles du même âge (elle avait 25 ans à l'époque) qui vivaient chez papa et maman ou dans leur studio – en tout cas qui n'avaient rien à voir avec son mode de vie, sans compter son talent propre –, ça m'a fait forte impression. Il y a eu la rencontre.

Et cette fille si singulière m'a donné accès à un monde qui, comme pour la plupart [des gens] *a priori*, me répugnait un peu, les punks à chiens, dont j'ai découvert l'univers à part, ces gens dans la marge, communautés zadistes, teufeurs, etc. Un monde hors des grandes agglomérations, de la ruralité, beaucoup de jeunes qui choisissent un mode de vie totalement différent et ne sont pas recensés, vus, entendus, existant avec leurs réseaux à eux, leurs concerts, leur sens de la fête, leur pensée politique.



INTERVIEW
DR

Le film a été dur à financer?

Ça a été la galère. Comme je sortais de *Chouf*, qui avait connu un relatif succès en salle, j'imaginais qu'il allait être facile de monter un autre film d'auteur. Ça n'a pas été le cas. Pendant quatre ans je me suis accroché, j'ai réécrit de multiples versions différentes, et rien. J'allais abandonner, mais ma productrice, Emma Soisson, m'a exhorté – il en allait de ma santé mentale – à en faire un road-movie avec ces deux filles que j'aimais tant. Alors on s'est lancé avec très peu d'argent. Curieusement, c'est le film que j'ai tourné avec le moins d'argent, et le plus libre. Quarante-cinq jours de tournage, échelonnés en cinq temps sur un an et demi, pour un budget plus que dérisoire. Avec, en revanche, des gens hyper investis. On a commencé par quatre postes à l'équipe technique et on a fini à douze, c'est-à-dire personne. On a beaucoup fonctionné sur l'échange, le troc, le prêt de matériel... Pour la [scène de] fête finale, qui classiquement aurait coûté une fortune, ce sont les punks qui se sont glissés dans l'uniforme des CRS, c'était cocasse. Tous les groupes sont venus jouer gratuitement, les lumières, le show, le public. Pour nous, c'était *Ben-Hur*, tout s'est fait dans les conditions réelles du concert. Dans le fond, on a tourné une fiction avec les moyens d'un documentaire.

> «C'est aussi une réponse à notre président qui estime qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un travail.»

Mais vous avez travaillé longuement en amont avec vos actrices.

Pendant dix ans, oui, à faire des allers-retours entre l'écriture du projet et des ateliers avec les comédiens. Ce que je fais systématiquement, surtout quand je travaille avec des acteurs non professionnels, je confronte mes scènes avec leur façon d'être, de parler, de penser, je m'adapte. Je filme ce travail en atelier et je retourne écrire à partir de ce matériau. C'est une méthode de travail assez répandue. Ça me permet de faire du sur-mesure pour les personnages. Ensuite au tournage, on peut avoir l'impression que c'est improvisé alors que l'improvisation a eu lieu en amont, en atelier, et très peu au moment de tourner. Le scénario est très écrit en fin de compte. Y compris les ellipses, les cinq mouvements du tournage, les saisons. C'est la gestation qui a été très longue. Mais j'étais sûr que Faddo avait la ressource, et je ne me suis pas trompé puisque, en tirant le fil, il y avait vraiment un film aussi singulier qu'elle. Mon intuition, je pense, était juste: la suivre pour qu'elle m'ouvre les portes de son monde.

L'autre femme, .jU., au départ n'était pas prévue...

C'était un petit rôle, très secondaire. Et en travaillant avec elle, j'ai découvert un personnage très solaire, très complémentaire de Faddo. Là-dessus, on a pu construire un duo. Sinon ça aurait été un film solo, elle aurait été toute seule dans son camion, je n'avais pas envie de ça, d'une solitude triste. Il y a cette dynamique entre les deux filles qui traite vraiment de cette sororité et de cet amour non sexué entre elles.

En filmant ces mondes marginaux, vous faites délibérément acte politique?

Oui mais sans revendication directe, j'y préfère une forme indirecte, par le choix de ce que je filme et comme je le filme. Les filles, elles ne revendiquent rien à part qu'on les laisse tranquille. Leur fainéantise est élevée à un rang de noblesse. Mon idée est de vider le mot de son sens péjoratif, ce jugement judéo-chrétien, la paresse étant un des sept péchés capitaux. C'était aussi une réponse à notre président et aux gens de pouvoir qui estiment qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un travail, qu'il y a tous ces fainéants qui profitent, qu'il y a des «assistés» à remettre au boulot, alors que ce sont des personnes qui refusent de mourir pour le CAC 40. Qui résistent à ces injonctions. J'ai constaté que le film est aussi politique dans les réactions qu'il provoque. Pourquoi ce film n'est pas à Cannes? Pourquoi les exploitants ne se bousculent pas pour le montrer? Qu'est-ce que ça implique en termes de normalisation du regard? S'il avait été anglais ou irlandais, peut-être qu'on aurait trouvé ça dans le ton, le sujet social plus vendeur. On n'a pas forcément envie d'avoir cette image-là de la France. J'ai tout entendu quand je cherchais des financements, du *«ça sent la pisse et la 8.6»* au *«qui a envie de voir ça, elles sont trop moches»*... Je suis entré dans le cinéma français par effraction, en autodidacte, j'ai pris l'habitude que des gens comme moi ne soient pas invités à la grande table, pas sollicités par cette grande famille. Je sais ce que Nina et Djoul peuvent ressentir.

Recueilli par **C.N.**

CINÉMA/


Chastain sera tour à tour extrêmement fatiguée et ultra-résiliente, parfaitement attachante tout en préservant de bout en bout son épais mystère. PHOTO METROPOLITAN

«Memory», vacance de souvenirs

Le cinéaste mexicain Michel Franco, que la rigueur empêche de tomber dans la mièvrerie, réalise un beau film d'amour sur un couple qui réussit à se blottir dans les trous de mémoire.

Qu'est-il arrivé à Michel Franco? Le jeune prodige mexicain (à peine 44 ans, déjà huit longs métrages et une carrière américaine), que ses premiers films ont placé dans la descendance directe de Michael Haneke – son deuxième long, primé à Cannes, *Después de Lucía*, mettait en scène jusqu'à la nausée les sévices subis par une lycéenne harcelée–, semble depuis quelque temps avoir cédé quelque chose à la tendresse. Dans *Sundown* (2022), son film de plage sous Xanax avec Tim Roth en endeuillé devenu indifférent à absolument tout, on sentait la raideur de son approche clinique, souvent cruelle, fléchir sous le souffle d'une langueur qui nous amollissait le cœur presque jusqu'aux larmes. Avec *Memory*, Michel Franco franchit un nouveau cap et signe un vrai mélo, se servant de ses talents de metteur en scène rigoriste pour contrer la mièvrerie potentielle de son scénario. Equilibre parfait?

Présenté au dernier festival de Venise, où Peter Sarsgaard a remporté le prix d'interprétation (mérité, certes), *Memory* est avant tout un Jessica Chastain movie. La comédienne est de strictement tous les plans et la réussite du film est inséparable de cette présence assez rare et dont les qualités de jeu, subtiles, sont difficiles à circonscrire. Ici, Chastain sera tour à tour extrêmement fatiguée et ultra-résiliente, fermée et soudain d'une vulnérabilité d'enfant, vieille et jeune, sombre, rousse jusqu'aux cils, parfaitement attachante tout en préservant de bout en bout son épais mystère. Elle est Sylvia, femme entre deux âges, raccrochée à la vie par quelques fils épars: sa fille, ses réunions aux Alcooliques anonymes et son boulot dans un centre pour jeunes handicapés.

Réparation. A la fois totalement dévouée à cette routine et complètement à l'ouest, Sylvia survit dans un état proche de la congélation, espérant tout au plus que rien de violent ne lui arrive. Ainsi, le film commence par insister sur le régime de claustration sous lequel elle se place ainsi que sa fille: le seuil de son appartement modeste d'un quartier excentré de New York est une véritable barricade électronique, et les hommes n'y sont pas les bienvenus – lorsque son frigo se casse, elle demande une réparatrice, et lorsque c'est un réparateur qui franchit la porte, la panique entre avec. Le trauma que l'on devine ne tarde pas à s'incarner dans un homme pour le moins flippant, qui, après une lugubre réunion d'anciens camarades de lycée, se met à la suivre jusque chez elle et passe même la nuit sous ses fenêtres. Cette figure muette de stalker semble charrier toutes les peurs de Sylvia et revenir la hanter comme un spectre faisant signe vers le passé – au lycée, Sylvia fut victime de viols par plusieurs camarades. C'est ce qu'elle croit, c'est ce que nous redoutons, et c'est ce qui n'arrivera pas.

> Les deux tourtereaux trouvent dans la perte de la mémoire un apaisement imprévu, une sorte de page blanche où s'épanouir en paix.

Car Michel Franco, se court-circuitant lui-même, ne s'engage pas dans la voie du film de vengeance qu'on soupçonnait et expédie en quelques scènes la violence qui jaillit sur Saul – l'homme est en fait malade, il souffre d'un début de démence qui lui brouille la mémoire immédiate. Le malaise dissipé, qu'est-ce qui réunit ces deux-là, mais aussi qu'est-ce qui tient encore le film? Michel Franco prend un risque, en lâchant la corde rêche des scènes de malaise pour apprivoiser un autre ton: celui du film de réparation, choisissant pour son héroïne la méthode douce. Eclôt alors devant nos yeux, déjà mouillés lorsque Saul se fait mettre la misère par Sylvia (qui s'est donc d'abord trompée sur son compte) et qu'elle hésite à le laisser se perdre dans un parc avant de venir le secourir, un beau film d'amour qui va au plus simple. Si le bonheur n'a pas d'histoire, les chemins pour y arriver en sont pleins. Surtout quand, d'un côté, Sylvia doit accepter de décadenasser son cœur et, de l'autre, Saul se sortir le pied de la tombe pour vivre une ultime romance avant le noir total.

Mouvant. Ici encore, l'idée d'un amour plombé par la maladie est détournée au profit d'un ton plus léger qui fait des trous de mémoire de Saul des occasions de construire leur complicité: que Saul ne se souvienne plus qu'il est un habitué du resto où il emmène Sylvia, où qu'il ne suive rien au film qu'ils regardent, les deux tourtereaux trouvent dans la perte de la mémoire un apaisement imprévu, une sorte de page blanche où s'épanouir en paix. Histoire d'un amour naissant sur le sol mouvant d'une fragilité généralisée, *Memory* est filmé avec une précision et une distance qui l'empêchent de virer guimauve; le premier geste de Saul vers Sylvia, le premier baiser, la première étreinte… chaque mouvement est capté dans la longueur, avec un sens aigu du *cut* et une gestion du hors-champ qui nous laisse à chaque fois pantelant.

Il faut ajouter à ça une attention aux personnages qui s'étend jusqu'aux rôles secondaires, ces femmes et filles qui gravitent autour de Sylvia et de son traumatisme: sa sœur d'abord, qui ne sait comment l'aider et peut-être se faire pardonner son silence de l'époque, sa mère ensuite, pilier de déni qui ne cédera jamais, et surtout sa fille, magnifique personnage de préado toute prête à s'épanouir et qui œuvre en secret au bonheur de sa mère, comme Michel Franco à briser la mer gelée en nous.

LAURA TUILLIER

MEMORY **de MICHEL FRANCO avec Jessica Chastain, Peter Sarsgaard, Merritt Wever… 1h40.**



Anhell69 est un brûlot fantastique. PHOTO DUBLIN FILMS

«Anhell69», Medellín à la vie à l'amor

Le premier long de Theo Montoya est un sublime essai hybride sur la jeunesse queer de la métropole colombienne. La mort de l'un de ses acteurs avant le tournage en a fait un manifeste endeuillé et vital.

«*Je suis tombé amoureux du cinéma parce que c'était le seul endroit où je pouvais pleurer*», dit la voix de Theo Montoya, jeune cinéaste colombien, quelque part au début de son film. Cet aveu nous annonce surtout qu'on n'est pas prêts pour ce qui suit : chaque parole, chaque image, sera à son tour une telle formule d'émotion, d'amour et de rage concentrés. Voici donc *Anhell69*, essai hybride, fiction trans, n'appartenant à rien sauf au genre sublime, un premier long qui devrait passer dans l'histoire, s'il en reste une («*tout ce concept de futur me paraît être une illusion*», dira plus tard une figure au miroir), comme un des fleurons du gothique queer, ce courant souterrain du cinéma mondial.

«*Nada me mueve*», «rien ne m'émeut», souffle dans un sourire Camilo Najar, alias sur Instagram Anhell69 (contraction d'«ange» et d'«enfer»), à la caméra de Montoya pendant le casting. Sa mort, une semaine plus tard, avant de savoir qu'il avait été choisi pour le rôle, compromet le projet – un brûlot fantastique où, dans un Medellín dystopique, les «spectrophiles» réclament le droit de vivre (et de coucher) avec leurs fantômes, mais font face à une dure répression de l'Etat et de l'Eglise – et fait éclater la forme du film. Il se fera quand même, sous forme de manifeste endeuillé et vital, lui-même spectrophile. Le processus censé fictionner une vraie tragédie collective (le sort de la jeunesse colombienne, *no futuro* dans «*un pays qui n'a jamais connu la paix*»), interrompu par le réel, produit l'hybride que nous voyons : chant funèbre en lambeaux, un collage-maquillage drag de toutes ses formes urgentes – fragments du film imaginé, bandes de castings où chacun fait des réponses dignes du dialogue entre Michel Foucault et Werner Schroeter («*Qu'est-ce que tu aimerais faire de ta vie ? Une œuvre d'art*», et *passim*), plongées languides et furieuses dans la *noche* locale, extraits et remakes de films cultes des ancêtres en subversion Víctor Gaviria et Luis Ospina… Une exploration par tous les moyens, visuels, sonores, érotiques ou philosophiques, d'un rapport possible, à venir, à la mort qui cerne, et dont tu dois te faire une amie, une amante, danser avec elle, la baiser, lui faire des poèmes ou des émeutes. Consoler la mort de cette vie, et aller pleurer au cinéma, puisqu'il est, donc, encore vivant.

LUC CHESSEL

ANHELL69 de THEO MONTOYA avec Alejandro Hincapié, Camilo Machado, Alejandro Mendigana… 1h15.

«Greenhouse», raide à domicile

Dans un thriller trop bien huilé, la Sud-Coréenne Lee Sol-hui fait le portrait d'une auxiliaire de vie au quotidien morne jusqu'à ce qu'elle tue sa patiente par accident.



Moon-jung (Kim Seo-hyung) semble presque privée de voix. PHOTO ART HOUSE

Habitant seule dans un entrepôt réaménagé, Moon-jung (Kim Seo-hyung) attend la sortie de son fils d'un centre de détention pour mineurs. Aide à domicile pour un couple âgé, elle survit péniblement à chaque journée, refoulant un traumatisme familial derrière des coups qu'elle s'inflige à elle-même. Le premier tiers de *Greenhouse* détaille ainsi le quotidien morne de son personnage, modèle d'abnégation victime de toutes les humiliations, de son amant pressant à sa mère à l'hôpital qui ignore son affection. Même la vieille dame dont elle s'occupe, atteinte de démence, développe à son encontre un délire paranoïaque et ne cesse de la rudoyer.

Si Lee Sol-hui n'hésite pas à forcer le trait de ce portrait misérabiliste – même dans son lit, Moon-jung est assaillie par un insecte répugnant qui lui tombe sur le visage –, elle parvient également à incarner cette figure de laissée-pour-compte par quelques détails plus habiles. Isolée dans des décors froids, le teint pâle et les vêtements ternes, cette dernière apparaît à demi effacée dans le monde qui l'entoure. Elle semble presque privée d'une voix qui lui appartienne : une femme au chevet de sa mère semble parler à la place de Moon-jung quand elle rend visite à la sienne, puis, lorsqu'elle s'apprête à prendre la parole durant une réunion de dépressifs, une coupe de montage interrompt son discours.

Moon-jung va cependant devoir reprendre la main sur sa propre vie le jour où, par accident, elle cause la mort de la vieille femme qu'elle assiste. Le film repose dès lors sur un suspense un brin pervers, tandis que l'on regarde le personnage se débattre avec les conséquences de ce coup du sort qui s'ajoute aux (déjà grandes) difficultés de son quotidien. Durant une scène – la plus réussie du film –, le portrait de Moon-jung brossé jusqu'ici se mue habilement en un enjeu stratégique : alors que le vieil homme du couple risque de découvrir le cadavre de sa femme, elle doit tirer parti de son invisibilité, de sa présence presque spectrale, pour ne pas être compromise.

En dehors de ce pic de tension assez jubilatoire, la mécanique du thriller s'avère un peu trop bien huilée, usant à loisir des tempéraments hiératiques de ses figures de déséquilibrés pour orchestrer ses rebondissements. Cette architecture verrouillée semble même broyer dans ses rouages des personnages déjà affaiblis, basculant parfois dans un pathos plus douteux où leur détresse alimente un spectacle in fine un peu malsain. En témoigne, durant la séquence finale, une invraisemblable coïncidence de scénario qui vise à transformer jusqu'à l'ultime acte de libération de Moon-jung en un geste fatal anéantissant ses derniers espoirs. Souffre-douleur de son entourage, l'héroïne s'avère tout autant le souffre-douleur de la mise en scène.

CLÉMENT COLLIAUX

GREENHOUSE de LEE SOL-HUI. Avec Kim Seo-hyung, Jae-sung Yang,… 1h40.

CINÉMA/

LIBÉ.FR **«La Belle de Gaza» retient la nuit**
Cinq ans après *M*, Yolande Zauberman part à la poursuite d'une légende, celle d'une femme trans qui serait venue à pied à Tel-Aviv depuis Gaza. Une enquête prétexte à une galerie de portraits nocturnes et sensibles, éclairant les existences transgenres en Israël et Palestine. A lire en intégralité sur *Libération.fr*.

«Adam change lentement», teen building

Joël Vaudreuil réalise un attachant premier long d'animation mais ne parvient pas à dépasser le statut de souffre-douleur de son personnage adolescent.

C'est une famille réunie au chevet d'une grand-mère qui traverse ses dernières heures à l'hôpital. Recueillement, compassion, silence. Et puis la vieille dame sort de sa torpeur pour, dans un dernier souffle, se moquer d'Adam. Submergé par cette ultime humiliation, le garçon se rejoue dans la tête les innombrables occasions où cette vieille chouette s'est acharnée contre lui et ses proportions bizarres. Sa bedaine, son dos voûté, ses bras épais comme des cotons-tiges, ses minuscules mains maladroites. Adam est un monstre. Adam est un adolescent.

Premier long métrage de Joël Vaudreuil, *Adam change lentement* trouve naturellement sa place dans une famille étendue qui s'étendrait de Todd Solondz *(Bienvenue dans l'âge ingrat)* à Mike Judge *(Beavis and Butt-Head)*. Un cinéma où l'humour naît du malaise, qui aime à faire s'éterniser un gémissement nerveux aigu si crispant que le spectateur doit le désamorcer par le rire. Un cinéma à l'énergie *shoegaze*, les yeux braqués sur les pompes.

Petits cons. Adam est québécois et vit dans une banlieue si terriblement plate que chaque trait de personnalité de tout un chacun doit être poussé à l'extrême pour que la vie subsiste. Ainsi ce professeur que personne n'écoute devient ce que la série *Seinfeld* aurait appelé un «low-talker», une personne qui parle à voix si basse qu'il semble impossible de comprendre ce qu'elle dit. Dans ce paysage-là, fait de gens cradingues et boutonneux, de *freaks* au sourire trop insistant, Adam est l'ado dans toute sa glorieuse impuissance. Victime d'un corps qui se transforme à vue d'œil et pousse de façon désordonnée. La colonne vertébrale d'abord, qui repousse sa tête dans un angle droit inquiétant ; le ventre ensuite, qui condamne ses tee-shirts à devenir des crop-tops. Le corps moche et bizarre transformé en terrain de jeu pour le cinéma d'animation.

Le film se déroule le temps d'un été. Enfin libéré des passages à tabac des petits cons du bahut qui le sadisent, Adam ne trouve pas le répit espéré. Il y a la mort de la grand-mère. Et surtout les jobs d'été pourris que lui a réservés son père : tondre des pelouses, s'occuper de la maison des voisins et de leur ado super cool. Tout y est mieux, sauf le chat, Bouboule, qui n'a pas de pattes.

Humiliations. Long portrait de la nullité de la vie adolescente, où même les filles des magazines porno ricanent de lui dans sa tête, *Adam…* est un film attachant mais qui ne parvient pas à trouver un second souffle, à dépasser ce statut de souffre-douleur pour dire davantage. C'est d'autant plus regrettable que les rares moments qui échappent à cette peinture d'une vie d'humiliations dessinent des moments plutôt émouvants, comme cette scène de fin pleine d'amour devant la télé.

MARIUS CHAPUIS

ADAM CHANGE LENTEMENT de JOËL VAUDREUIL (1h36).



Adam change lentement est un long portrait de la nullité de la vie adolescente. PHOTO EUROZOOM

«Salem» le maudit

Le long métrage de Jean-Bernard Marlin tourne en surrégime et s'égare entre différents genres qu'il tente de maîtriser.



Salem ressemble à *Shéhérazade* en plus fragile et boursouflé. PHOTO AD VITAM

En 2018, Jean-Bernard Marlin réalisait *Shéhérazade*, premier long métrage explosif, filmé au plus près des corps de deux acteurs débutants parfaits et qui prouvait que le cinéma dit «naturaliste» en avait encore sous le capot, s'il voulait bien se donner la peine de ne pas faire semblant. A bien des égards, *Salem*, présenté il y a déjà un an à la section cannoise

Un certain regard, ressemble à *Shéhérazade*, mais comme un double à la fois boursouflé et fragile, un film sans tête qui se cogne au mur des différents genres qu'il tente de maîtriser. Toujours situé dans les quartiers les plus populaires de Marseille, il tient à la fois du *Roméo et Juliette* en survêt, du *revenge movie*, du conte fantastique et du drame paranoïaque sur fond d'apocalypse. Ça fait beaucoup, d'autant que Marlin a choisi de passer tous ces éléments au shaker pour nous livrer un récit morcelé, titubant entre les temporalités et les personnages. On pense à Jean-Claude Brisseau (*De bruit et de fureur* hybridait en son temps la banlieue française et les visions mystiques de son jeune héros) ou à Jean-Charles Hue – avec qui Marlin partage son chef op, Jonathan Ricquebourg, sans pareil pour capter les soleils poussiéreux des no-go zones –, mais le geste semble ici anormalement délesté d'enjeux.

Si chaque séquence semble vouloir compliquer la précédente, faire bifurquer le récit, pousser les curseurs de la violence et de l'hémoglobine, la mise en scène oublie l'essentiel : les acteurs, non professionnels pour la plupart, qui ploient sous des situations pour le moins difficile à incarner sans flirter avec le ridicule. Le talent de Jean-Bernard Marlin – caster puis diriger de très jeunes gens pour presser le jus de leur candeur et de leur gouaille et livrer un condensé de vie pure – est encore présent dans *Salem* (le couple Djibril-Camilla jeune aurait peut-être suffi à faire un film) mais surgit seulement par éclats, neutralisé la plupart du temps par un surrégime narratif à vrai dire assez incompréhensible.

Si *Salem* reste malgré tout attachant, c'est parce que l'on sent à chaque instant le réalisateur se battre pour faire tenir ensemble des choses qui n'ont rien à voir et jouent les unes contre les autres ; le désir de cinéma est là mais dépensé en pure perte.

LAURA TUILLIER

SALEM de JEAN-BERNARD MARLIN avec Dalil Abdourahim, Oumar Moindjie, Wallen El Gharbaoui… 1h43.

MERCREDI 29

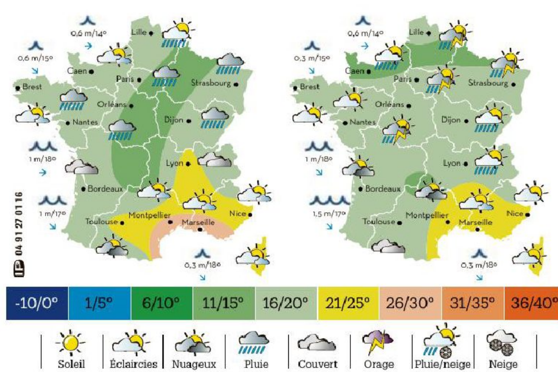
Les pluies se produisent au nord d'une ligne Nantes / Paris / Metz. Le temps est plus ensoleillé en direction du sud.

L'APRÈS-MIDI La perturbation gagne la Loire alors que des averses se produisent près de la Manche. Du sud-ouest aux Alpes à la Méditerranée, il fait beau.

JEUDI 30

La perturbation pluvieuse s'étend des Pyrénées aux frontières de l'est alors que des averses reviennent par les côtes de la Manche. Il fait frais.

L'APRÈS-MIDI Les pluies et les averses gagneront les deux tiers du pays. Une amélioration est attendue dans l'ouest, mais des brumes se formeront en fin de journée.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	14	17	Lyon	12	21	Alger	17	24
Caen	15	17	Bordeaux	12	20	Berlin	12	21
Brest	14	16	Toulouse	12	23	Bruxelles	14	18
Nantes	15	17	Montpellier	14	26	Jérusalem	16	25
Paris	13	17	Marseille	15	27	Londres	13	18
Strasbourg	13	18	Nice	18	22	Madrid	18	33
Dijon	11	16	Ajaccio	15	23	New York	15	23



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL Libération
SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon, Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert, Lauren Provost, Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy, 75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle 75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)
Imprimé en France





Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5298 MOYEN

	8	9		2	3		5	
1		3	4			8		7
	5	6		9		3	1	
			5		4			
5		8				2		1
	3		9		2			
	6	2		5		1	3	
9		5			1	6		8
	7			4			2	

SUDOKU 5298 DIFFICILE

	8			3			9	
		7	1		8	2	5	
2			7		9			8
7				6				2
	5	2				8	4	
4	6			9				1
3			4	1	5			7
		1	6		7	3		
	7			2			1	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

7	5	1	2	6	8	3	4	9
4	6	8	9	3	5	7	1	2
9	2	3	4	1	7	5	8	6
5	9	4	3	2	6	8	7	1
8	7	2	5	9	1	4	6	3
3	1	6	7	8	4	9	2	5
1	8	9	6	4	3	2	5	7
2	4	5	1	7	9	6	3	8
6	3	7	8	5	2	1	9	4

4	5	3	9	6	1	2	7	8
7	8	9	4	3	2	6	1	5
1	2	6	8	5	7	9	3	4
5	3	7	1	9	4	8	2	6
2	4	8	5	7	6	3	9	1
9	6	1	3	2	8	4	5	7
6	9	5	7	4	3	1	8	2
8	7	2	6	1	9	5	4	3
3	1	4	2	8	5	7	6	9

DIFFICILE

Egérie anti-euthanasie

Claire Fourcade Cette médecin en soins palliatifs mène la dissidence contre l'aide à mourir.



La caricature est là, bien tentante. Comment ne pas cataloguer Claire Fourcade, présidente de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs (Sfap), et aujourd'hui égérie du combat pour les soins palliatifs et contre l'euthanasie, en une *«femme de droite, fille de militaire, catho, réac»*? D'autant que depuis des mois, on avait entendu des propos un brin exagérés de sa part. N'avait-elle pas répété que 80 % des soignants étaient contre l'euthanasie, alors que c'était 80 % des gens qui ont répondu au questionnaire de la Sfap? C'était elle, aussi, qui avait trouvé cette formule sans nuance: *«Donner la mort n'est pas un soin»*, alors que d'autres médecins, tout aussi respectables, disaient l'inverse. C'est elle, encore, qui voyait venir en France *«la loi la plus permissive d'Europe»* sur la question. Elle, enfin, qui menait le char de l'émotion dans ses discours, s'adressant ainsi à un patient, dans *la Croix*, l'an dernier, avec ce tutoiement un rien gênant: *«Je t'ai écouté me dire que tu ne pouvais pas vivre cette vie-là mais aussi que tu voulais vivre [...]. Nous avons cherché des solutions: ce que je pouvais proposer et ce que tu pouvais accepter [...]. Pour pouvoir continuer à vivre, aimer et soigner, je dois garder mes distances. Je ne peux pas mourir avec toi. Je ne peux pas être celle qui te fera mourir.»* De jolis mots, de trop jolis mots...

LE PORTRAIT

Patatras: lorsqu'on la voit, on est désarçonné. Dans la brasserie au pied de l'Assemblée nationale, elle est ouverte, écoute, s'excuse. Habillée tout en couleurs vives, elle se montre hésitante, sans prétention, interrogative aussi. *«Ah bon! vous trouvez que je me suis durcie?»* Et puis répond, presque naïvement: *«Quand j'ai été nommée à la présidence de la Sfap, je ne pensais pas du tout que l'on allait encore débattre sur la fin de vie. On était juste après le Covid, le pays s'était arrêté pour les vieux, on allait parler enfin d'autre chose que d'euthanasie.»* Erreur. *«Je n'ai jamais eu aucun sens politique»*, lâche-t-elle, amusée.

«Claire Fourcade? C'est une aubaine, une chance inouïe pour le monde des soins palliatifs», s'enflamme le professeur d'éthique médicale Emmanuel Hirsch. *«Elle est d'une grande intelligence. Avec elle, l'approche n'est pas que médicale, le médecin est aussi citoyen. Elle a une foi en l'homme et sort du débat strictement médical.»* Certes. Mais parfois, la caricature revient au galop, la présidente de la Sfap ne lésinant pas sur les arguments: *«Quand je vois que les mutuelles appuient officiellement l'euthanasie... Oui, cela m'inquiète, cela consiste à dire que ceux qui ne veulent pas mourir coûtent trop cher»*, lâche-t-elle. Un peu caricatural? *«Pas du tout»*, tranche-t-elle. *«Je travaille dans le département le plus pauvre de France. Jamais les mutuelles ne nous ont aidés pour des projets de soins palliatifs.»* Puis: *«Rares sont les patients qui demandent à mourir. J'ai été confrontée à trois demandes persistantes d'euthanasie, en tout et pour tout.»* Et pour eux, on fait quoi? *«Je n'ai pas à m'y opposer, mais c'est une autre filière»*, dit-elle.

Elle est ainsi, un étonnant mélange de doutes et d'assurance. Elle vote plutôt Emmanuel Macron, en tout cas jamais aux extrêmes. Dans sa fonction, elle rencontre tout le monde. Elle vit à Montpellier, travaille à Narbonne dans une clinique privée où elle coordonne le secteur des soins palliatifs. Gagne autour de 5 000 euros par mois, soit moins que dans le public. Elle est croyante, évoque parfois une présence rassurante qui l'épaule. Son mari enseigne l'histoire contemporaine à la fac de Montpellier. Ils ont cinq enfants, tous adoptés, venant des quatre coins du monde: Bulgarie, Vietnam, Lettonie, un autre né sous X, tous entre 21 et 29 ans.

1969 Naissance à Nancy.
Septembre 2020 Présidente de la Sfap.
2021 Chevalière de la Légion d'honneur.
2022 Prix de l'Académie catholique de France.
27 mai 2024 Début du débat parlementaire.

L'aide à la procréation? *«Cela n'a pas marché.»* En tout cas, elle n'a rien contre la PMA, ni contre le mariage pour tous. *«Je n'aime pas les conflits»*, avoue-t-elle. *«Mes enfants me surnomment "la Suisse": toujours neutre.»*

On est loin de sa caricature. Pour autant, il y a quelque chose qui résiste, mais quoi? *«J'ai toujours voulu être médecin, il n'y a aucun médecin dans la famille»*, raconte-t-elle. Sa mère était biologiste, et son père, militaire, *«de tradition catholique social»*. *«En 6e année de médecine, en 1990, j'étais dans un service de maladies infectieuses à Montpellier. C'étaient les années terribles du sida. J'avais 21 ans, il y avait quelque chose de très difficile mais de très fort: l'impuissance de la médecine et à la fois la chaleur du lien que l'on avait avec les malades.»* Trente ans plus tard, elle se dit effarée par le retour du pouvoir médical, dont la loi sur la fin de vie serait l'un des symptômes. *«C'est le médecin qui décide, cela m'effraie.»* Puis elle ajoute: *«L'euthanasie est une transgression et doit le rester. Je n'attends pas que la société la légalise pour me donner bonne conscience au cas où, un jour, j'aurais à prendre une telle décision.»*

Ses rapports avec le pouvoir, contrairement à ce que l'on pouvait croire, sont distants. *«Le Président n'a souhaité ni nous inviter ni nous rencontrer.»* Mais elle ne peut s'empêcher de raconter une anecdote. *«La fois où je suis venue à l'Elysée, reçue par un conseiller, celui-ci en partant m'a dit: "C'est bien, comme ça avant de prendre votre train, vous aurez le temps d'aller voir la tour Eiffel". C'est cela, les rapports Paris-Province: souvent du mépris.»* Avec l'ex-ministre, Agnès Firmin-Le Bodo, en charge longtemps du dossier, ses rapports étaient médiocres. *«Elle n'avait pas l'air intéressée par notre expérience. La première fois que je l'ai vue, elle s'est présentée ainsi: "Bonjour, je suis la ministre de droite qui aura permis la PMA pour tous et l'euthanasie". Etrange, non?»*

Quand on essaye d'aller plus loin, Claire Fourcade répond: *«Je n'ai pas de préjugés. Ce que je voulais, c'était faire remonter notre expérience, notre pratique. J'ai essayé de mettre du réel dans ce débat. Et je n'ai pas réussi. La position des soignants a beaucoup de mal à se faire entendre.»* Ou ce constat: *«Les patients, on ne les entend pas, on n'entend que les citoyens en bonne santé.»* A la veille de l'ouverture du débat parlementaire, elle se montrait inquiète. *«En commission, les digues ont cédé, maintenant, il suffit d'avoir une maladie incurable pour en bénéficier.»* Lorsqu'on lui fait remarquer que c'est un choix offert, et dès lors de quel droit refuser cette possibilité à ceux qui le souhaitent, elle dit: *«Ce qui reste frappant pour moi, c'est la fluctuation du désir. La question du consentement est complexe.»* A-t-elle rédigé des directives anticipées? *«Oui. Mon mari ayant été malade, nous les avons rédigées ensemble. On a marqué notre confiance à l'équipe soignante.»* Médecin, que fera-t-elle si la loi ouvre cette possibilité? *«Le législateur prévoira une clause de conscience. En tout cas, moi, je ne m'imagine pas prendre ce pouvoir sur mes patients.»* Déroutant dilemme: ne pas s'octroyer ce pouvoir sur les patients, et, en même temps, ne pas les accompagner quand ils font un autre choix que le sien. ◄

Par **ÉRIC FAVEREAU**
Photo **DAVID RICHARD**